



# ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro 71 | Mars 2023

*Dépréciation du franc Congolais, hausse des prix dans plusieurs secteurs de l'économie nationale et insécurité à l'Est du pays : quelles perspectives pour la RDC ?*

Kinshasa, RDC

**EDITEUR RESPONSABLE**

MATATA PONYO Mapon

**SUPERVISION**

LOKOTA ILONDO Michel – Ange  
NTAGOMA KUSHINGANINE Jean-Baptiste

**REDACTION**

BOKA MABELE David  
KABONGO NSENDA Billy  
LUBAMBA NGIMBI Hector  
MUYOMBO USENI Justin  
WAULA LUZINGU Sacré

**CONCEPTION GRAPHIQUE  
ET MISE EN PAGE**

MANZAMBI Moïse

CONGO CHALLENGE  
L E M E N S U E L

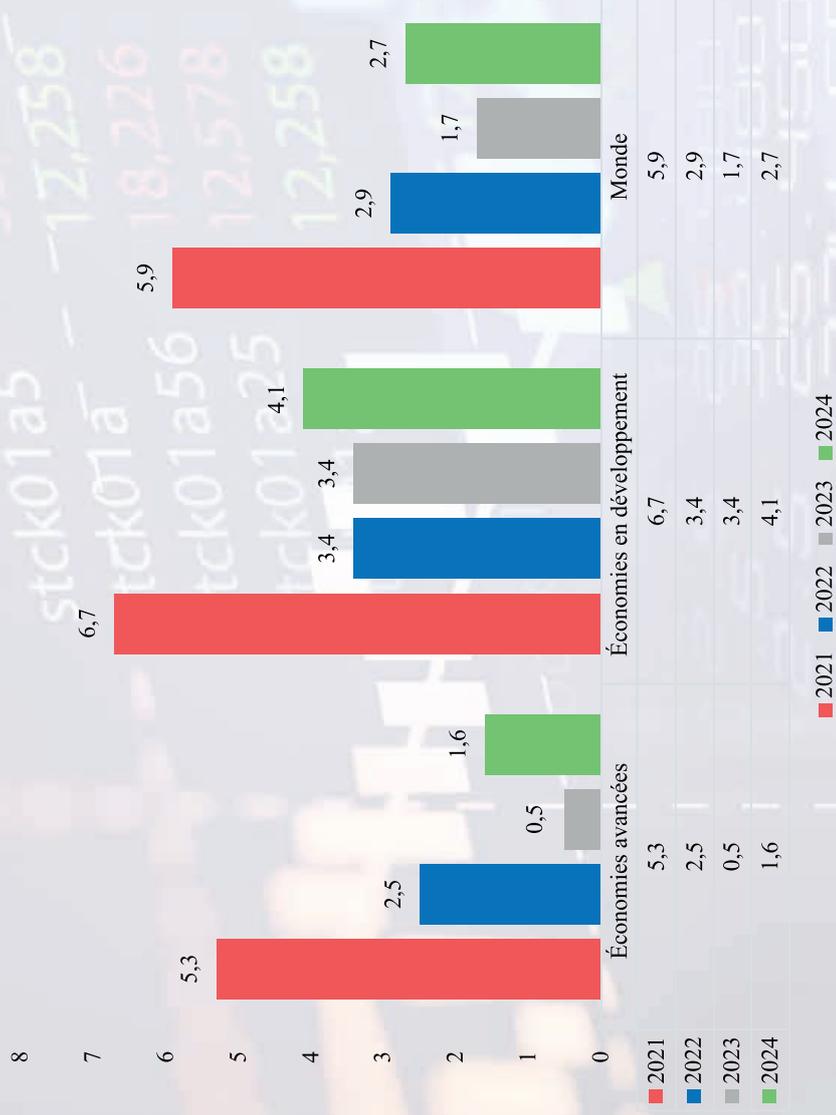
# ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro 71 | Mars 2023

*Dépréciation du franc Congolais, hausse des prix dans plusieurs secteurs de l'économie nationale et insécurité à l'Est du pays : quelles perspectives pour la RDC ?*

Kinshasa, RDC

## Projections de la croissance économique dans le monde



# Sommaire

<b>Ce que je pense</b>	<b>6</b>
<b>Résumé exécutif</b>	<b>9</b>
<b>Contexte international</b>	<b>11</b>
Croissance économique	11
Inflation	16
Commerce international	18
Marché financier	19
Marché des changes	23
Marché des produits stratégiques	24
<b>Contexte national</b>	<b>29</b>
Evolution de l'économie nationale	29
Activité économique	33
Dynamique des prix	34
Taux de change et réserves de change	35
Finances publiques	36
Evolution de la situation politique	39
<b>Perspectives politiques et économiques</b>	<b>47</b>





Matata Ponyo Mapon

# Ce que je pense

## La fausse démocratie

**Ce que je pense** est que la démocratie semble avoir gagné le combat sur la prospérité des nations. En effet, l'objectif ultime de tous les régimes politiques est d'offrir au peuple les meilleures conditions de vie. Du point de vue économique, la démocratie s'appuie sur le libéralisme, un courant de pensée qui prône la liberté économique. C'est le laisser-faire ou le libre marché, symbolisé par le capitalisme. L'homme est au centre de l'activité de production. Il est le principal acteur de création de richesses. L'Etat, en ce qui le concerne, joue le rôle du facilitateur et d'encadreur. Il crée les conditions nécessaires pour que l'activité économique se réalise de manière optimale. Au plan politique, la démocratie prône le libre choix des animateurs de principales structures étatiques. Le vote est libre, transparent et équitable. Au meilleur de gagner. C'est la méritocratie. Par contre, le socialisme fait prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers au moyen d'une organisation concertée. Le rôle de l'Etat est prépondérant. Il veille sur les intérêts de tout le monde. L'objectif est d'éviter un écart criant entre riches et pauvres comme on le trouve dans les pays capitalistes. Du point de vue politique, c'est le parti d'Etat qui dirige. Le vote libre et direct n'est pas le moyen approprié pour le choix des dirigeants politiques. Ces derniers sont désignés par les principaux organes politiques d'Etat. Ils ne sont pas nécessairement les meilleurs.

Après plusieurs siècles d'exercice, les pays ayant utilisé les régimes démocratiques viennent en tête de peloton. Ils sont les meilleurs classés par l'indice du développement humain publié par le Programme des Nations unies pour développement (PNUD). Ils occupent les vingt premières places de ce classement. La Russie et la Chine, principaux pays d'obédience socialiste, occupent respectivement la 62ème et 79ème place. Même constat en ce qui concerne le PIB per capita

qui situe les Etats-Unis à la 9ème place avec 69.185 USD alors que la Chine et la Russie sont reléguées au-delà de la quatre-vingtième place avec respectivement 12.437 USD et 12.259 USD. Toutefois, s'agissant de la création des richesses, les Etats-Unis, avec un PIB de 25,300 milliards USD en 2022, sont talonnés par la Chine avec 19,900 milliards de dollars américains. En définitive, les économies capitalistes occupent toujours les places de devant, celles socialistes sont à la traine, à l'exception de la Chine.

**Ce que je pense** est que la démocratie, avec ses insuffisances, se présente aujourd'hui comme le meilleur système politique devant permettre au pays d'améliorer significativement les conditions de vie de la population comme on le voit dans les pays occidentaux. Malheureusement, ce n'est pas le cas pour la quasi-totalité des pays africains mettant en œuvre le même système politique. La RDC en est un exemple évocateur. Pourquoi cela ? La réalité est que la démocratie n'est pas effectivement appliquée. On parle de la démocratie, on chante la démocratie, mais dans les faits, on applique autre chose. En démocratie, les élections sont faites pour choisir les meilleurs. En RDC, elles sont faites notamment pour désigner n'importe qui, y compris les médiocres. La loi électorale est modifiée à chaque cycle électoral. La Commission électorale indépendante (CENI), en charge d'organisation des élections, est aux ordres du pouvoir. Elle n'est donc pas indépendante. La Cour constitutionnelle devant confirmer les résultats des élections obéit aux instructions de l'Exécutif. Elle n'est pas donc impartiale. En définitive, le processus électoral n'est ni libre, ni transparent, encore moins équitable. C'est ce qui s'est passé en décembre 2018 lorsque la CENI a proclamé plusieurs députés et sénateurs qui n'ont jamais été élus. Malheureusement, ces non-élus ont été confirmés par la Cour constitutionnelle. De ce



fait, ils siègent au Parlement, avec un mandat fictif du peuple. En outre, la majorité parlementaire, constituée après les élections et censée rester inchangée tout au long de la mandature, a été retournée. Les mêmes députés et sénateurs qui appartenaient à l'ancienne majorité parlementaire ont rejoint l'opposition pour former une nouvelle majorité. Du coup, on se retrouve devant de situations invraisemblables où vous avez de députés d'un même parti qui appartiennent à la fois à l'opposition et à la majorité au pouvoir ! Qui l'eût cru ? Et pourtant la loi en vigueur interdit formellement ce type de basculement inimaginable et démocratiquement inacceptable. Dans la même veine, l'actuel président de l'Assemblée nationale provient de la nouvelle majorité présidentielle recomposée à laquelle appartient son parti avec 2 députés. Donc, un président de l'assemblée nationale sans aucun poids politique face à un groupe de 500 députés nationaux ! Le premier ministre provient de la même majorité présidentielle fabriquée en violation flagrante des lois en vigueur. Lui aussi appartient à un parti politique qui n'a aucun poids au Parlement où il ne compte que 12 députés. Finalement, que peut-on attendre d'un parlement où une bonne partie des députés et sénateurs n'ont pas de compte à rendre à leurs électeurs, si ce n'est qu'à ceux qui les ont nommés ou débauchés ? Que peut-on attendre d'un président de l'assemblée nationale et d'un premier ministre qui n'ont aucun poids politique ? C'est cela la version africaine ou congolaise de la démocratie. Les meilleurs sont élus par le peuple, mais ne sont pas tous proclamés. Les médiocres ne sont pas élus, mais nombreux d'entre eux sont proclamés vainqueurs. Par ailleurs, la constitution ainsi que les lois du pays sont systématiquement violées dans le seul objectif d'écartier meilleurs et de favoriser l'émergence des médiocres.

**Ce que je pense** est que la démocratie n'est pas d'application en RDC, comme dans la plupart des pays africains. Il s'agit d'un simulacre de démocratie. En réalité, c'est une sorte de dictature enveloppée dans un discours démagogique de démocratie. Le pays se trouve ainsi engouffré dans un système politique hybride où se mélangent les éléments de dictature, de démocratie et du socialisme. En définitive, l'on ne peut rien attendre d'un tel système fondé sur la médiocrité et les anti-valeurs. La situation socio-économique ne peut que se dégrader continuellement. Face à cette situation dramatique qui hypothèque totalement l'avenir des jeunes et de l'ensemble du pays, les hommes politiques se doivent d'arrêter de faire du cinéma ou du théâtre démocratique. Ils doivent appliquer la vraie démocratie en lieu et place d'une fausse comme celle mise en œuvre actuellement.

Kinshasa, le 23 mars 2023.



# Résumé exécutif

## Situation économique

- **Au niveau international**, les perspectives économiques indiquent un ralentissement prévu de la croissance économique mondiale à 1,7 % en 2023, soit son troisième niveau le plus bas en près de 30 ans, derrière les récessions mondiales de 2009 et 2020. Cette décélération est en partie due au resserrement des politiques budgétaires et monétaires visant à juguler la forte inflation. Face à cette situation, la mise en place de réformes structurelles est impérative pour améliorer la productivité, atténuer les contraintes d'offre et, par conséquent, soutenir la croissance économique.
- En ce qui concerne l'inflation, les prévisions de l'OCDE indiquent qu'elle devrait baisser pour s'établir à 6,6 % en 2023, mais reste encore supérieure aux niveaux d'avant la pandémie. Par conséquent, la politique monétaire devrait continuer à viser la stabilité des prix et la politique budgétaire devrait viser à atténuer les pressions sur le coût de la vie.
- En mars 2023, les indices boursiers ont enregistré une tendance à la baisse en raison de l'appréciation du dollar américain, ce qui a stimulé la demande d'actifs boursiers.
- En ce qui concerne le commerce international, les perspectives de la CNUCED indiquent que la croissance du commerce mondial devrait rester modérée en 2023, avec une possible reprise au second semestre. Cependant, la résurgence de la pandémie et les tensions commerciales entre les grandes puissances économiques pourraient compromettre cette reprise. En conséquence, il est important que les pays continuent de coopérer pour assurer la stabilité et la croissance économique mondiale.
- **Au niveau national**, comme le mois précédent, le cadre macroéconomique s'est détérioré. En effet, la monnaie nationale s'est légèrement dépréciée de 0,03% sur le marché interbancaire et de 1,07% sur le marché parallèle. Au cours du même mois, l'économie nationale a enregistré des variations positives des taux d'inflation comparativement au mois précédent. L'inflation cumulée a augmenté de 13,53% en s'établissant à 4,74% à la deuxième semaine de mars 2023 contre 4,46% un mois plus tôt. De même, l'inflation en glissement annuel a progressé de 1,57% en se situant à 17,08% à la deuxième semaine de mars 2023 contre 17,00% le mois précédent.
- Du côté des finances publiques, le Trésor public a enregistré, à la troisième semaine du mois de mars 2023, un déficit de 118 697,00 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 1 000 745,00 millions de CDF contre de recettes de 670 636,00 millions de CDF. Toutefois, il convient de signaler que les données disponibles se rapportent à la troisième semaine du mois et pourraient évoluer à la clôture du mois, notamment avec la poursuite de l'opération de paie des fonctionnaires.
- Enfin, l'actualité économique du mois de mars 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous : (i) la signature d'accords de partenariat entre la RDC et la France dans certains secteurs spécifiques (mines, infrastructures et numérique) ; (ii) les questionnements autour de la dollarisation de l'économie congolaise ; (iii) la signature d'un protocole d'accord de 1,3 milliard d'USD entre Congo Airways et A&M Development Group ; (iv) la hausse généralisée des prix des biens et services ; (v) modification des taux d'intérêt de la Banque Centrale du Congo ; et (vi) la signature d'un protocole d'accord entre la RDC et la Zambie concernant l'étude de préféabilité de la zone économique spéciale.

## Situation politique

L'insécurité dans la partie Est, la publication du gouvernement SAMA 2, les réactions suscitées par la programmation à la session de mars 2023 de la proposition de la Loi Tshiani, ainsi que le processus électoral ont constitué l'actualité qui a marqué le mois de mars 2023.

La situation sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo a été évoquée au cours d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations-Unies tenue à New-York le mercredi 29 mars 2023. Comme quelques mois avant, des déclarations condamnant la



progression du groupe rebelle M23 ont été faites, sans que cela n'ait pu avoir des effets sur terrain.

Bien plus, la sortie du gouvernement SAMA 2 a suscité tant de l'intérêt que de la curiosité de la population, au vu des enjeux électoraux de décembre 2023. Ce gouvernement semble avoir affiché clairement les ambitions des sociétaires de l'Union Sacrée qui se rangent désormais derrière le Président Tshisekedi pour une bataille électorale qui s'annonce très passionnée.

A l'ouverture de la session de mars 2023 du côté de l'Assemblée nationale, l'on a noté une effervescence marquée par l'inscription au calendrier des travaux, de deux propositions de loi de l'honorable Nsingi Pululu,

dont l'une vise la révision de la Constitution et la deuxième concerne la loi sur la nationalité.

Enfin, sur la question liée aux élections, l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs qui tend à sa fin, et qui devrait permettre de passer à l'étape de la répartition des sièges, a fait l'objet selon les cas, d'une part, des critiques acerbes qui ont conclu à des manipulations des chiffres, et d'autre part, des encouragements à l'endroit de la centrale électorale pour la tenue effective du calendrier électorale publié par Denis Kadima, son président en novembre 2022.

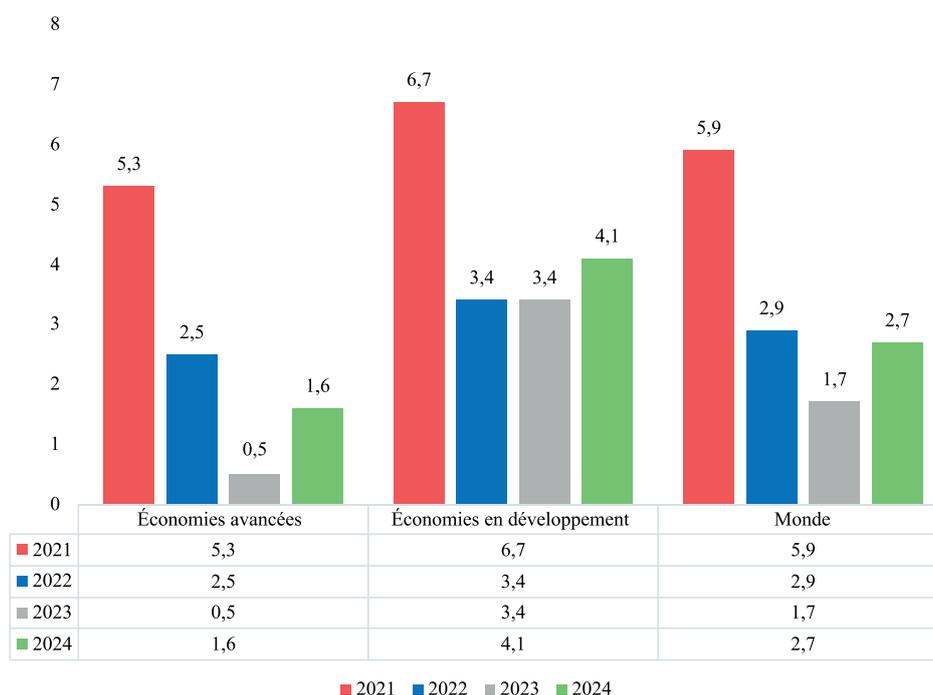
# 1. Contexte international

## I.1. Croissance économique

Les projections économiques mondiales de la Banque Mondiale annoncent une croissance économique mondiale en forte baisse en 2023, atteignant 1,7 %, soit le troisième niveau le plus bas en près de trente ans, derrière les récessions mondiales de 2009 et 2020. Ce ralentissement est en partie dû aux politiques budgétaires et monétaires qui se resserrent afin de contrôler l'inflation élevée.

Compte tenu de la fragilité de la situation économique actuelle, tout nouvel événement défavorable, tel qu'une inflation plus élevée que prévu, une hausse abrupte des taux d'intérêt pour la contenir, une nouvelle vague de la pandémie de COVID-19 ou une escalade des tensions géopolitiques, pourrait entraîner l'économie mondiale dans une nouvelle récession. Cela marquerait la première fois en plus de 80 ans que deux récessions mondiales se produisent au cours de la même décennie.

Figure 1 » PROJECTIONS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE



Source : Banque Mondiale.

La figure 1 met en évidence que la croissance des économies avancées devrait diminuer à 0,5 % en 2023, tandis que les économies émergentes et en développement devraient stagner à 3,4 % en 2023, en

raison d'une demande extérieure nettement plus faible, combinée à une inflation élevée, des dévaluations monétaires, un durcissement des conditions de financement et d'autres difficultés intérieures.

Dans un tel contexte de ralentissement généralisé de l'activité économique mondiale, la relance économique dépendra essentiellement de la volonté des décideurs publics d'orienter toute mesure de soutien budgétaire vers les groupes vulnérables, de maintenir l'ancrage des

anticipations d'inflation et de préserver la résilience des systèmes financiers. Il sera également important de promouvoir une coopération internationale accrue pour soutenir les économies les plus fragiles et pour renforcer la stabilité et la sécurité globales.

### Encadré 1. Guerre russo-ukrainienne : Quels impacts économiques à Court, moyen et long terme ?

#### 0. Introduction

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine dure depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, et les tensions se sont intensifiées en février 2022 lorsque les forces russes ont lancé une opération militaire sur le sol ukrainien. L'opération militaire a entraîné une augmentation significative du nombre de victimes, des déplacements de population et de la destruction des infrastructures. En réaction, les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont imposé une série de sanctions à la Russie.

Les États-Unis, sous l'administration Biden, ont adopté une approche à multiples facettes pour imposer des sanctions à la Russie, qui comprennent à la fois des mesures diplomatiques et économiques. Le 24 février 2022, les États-Unis ont annoncé une série de sanctions à l'encontre de la Russie, qui visaient les personnes et entités russes impliquées dans le conflit en Ukraine. Ces sanctions comprenaient des interdictions de voyager et le gel des avoirs de 25 personnes et entités, y compris des responsables militaires russes et des membres du gouvernement russe. En outre, les États-Unis ont imposé des sanctions au secteur énergétique russe, limitant la capacité des entreprises russes à accéder à la technologie et aux marchés financiers américains.

L'Union européenne, par l'intermédiaire de son haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a suivi de près la situation en Ukraine et a vivement critiqué l'agression russe. Le 2 mars 2022, l'UE a annoncé un ensemble de sanctions économiques à l'encontre de la Russie. Ces sanctions comprenaient le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour 22 personnes et entités, y compris des représentants du gouvernement russe et des commandants militaires. L'UE a également annoncé des restrictions sur les exportations de certains biens et technologies vers la Russie, y compris des équipements militaires et des biens à double usage.

En réponse à ces sanctions, la Russie avait pris des mesures de rétorsion à l'encontre des États-Unis et de l'UE. Le 7 mars 2022, la Russie avait annoncé un ensemble de sanctions contre les États-Unis, comprenant des restrictions sur les importations américaines et une interdiction pour les entreprises américaines d'opérer dans les secteurs financier et énergétique de la Russie. La Russie avait également annoncé des sanctions à l'encontre de l'UE, notamment des restrictions sur les importations de certains biens et une interdiction pour les entreprises européennes de participer aux marchés publics russes.

L'impact de ces sanctions a été important, tant pour la Russie que pour les pays occidentaux, qui en ont subi les conséquences économiques. Les sanctions ont entraîné une baisse des échanges commerciaux et des investissements, ainsi qu'une réduction de la croissance économique. L'Union européenne a estimé que les sanctions pourraient coûter à l'Union jusqu'à 9 milliards d'euros en pertes d'exportations vers la Russie, tandis que l'économie russe devrait se contracter de 4 % en 2022 en raison des sanctions.

Les opérations militaires lancées par la Russie sur le sol ukrainien depuis février 2022 ont entraîné une série de sanctions imposées par les États-Unis et l'Union européenne à l'encontre de la Russie. Ces sanctions ont entraîné des mesures de rétorsion de la part de la Russie à l'encontre des pays occidentaux, ce qui a eu des conséquences économiques pour les deux parties.

Ainsi, la guerre russo-ukrainienne a eu des répercussions économiques considérables, non seulement pour l'Ukraine et la Russie, mais aussi pour l'économie mondiale dans son ensemble. Cet encadré présente les effets à court, moyen et long terme de la guerre sur l'économie mondiale, l'économie européenne, l'économie américaine,



l'économie asiatique et l'économie africaine, en mettant l'accent sur l'Afrique subsaharienne. Cette analyse présentera également des pistes de solutions qui pourraient assurer la résilience de ces économies au choc.

## **1. Effets de la guerre à court, moyen et long terme**

### **1.1. Effets à court terme :**

Les effets à court terme de la guerre russo-ukrainienne ont été ressentis dans les deux pays concernés (Ukraine et Russie) ainsi que sur l'économie mondiale. Le conflit a entraîné une baisse de l'activité économique et une augmentation de l'incertitude, ce qui s'est traduit par une diminution des investissements et un ralentissement de la croissance économique. Plusieurs institutions internationales, dont la banque mondiale et l'OCDE, avaient conjecturé sur une importante contraction de l'économie russe comme résultante de l'imposition de sanctions économiques par les États-Unis et l'Union européenne. A ce titre, le PIB russe devrait diminuer de 3,5 % en 2022 et de 3,3% en 2023 d'après la Banque mondiale ; et de 3,9 % en 2022 et de 5,6% en 2023 selon l'OCDE. Cependant, la réalité a montré que le Produit intérieur brut (PIB) de la Russie s'est contracté de 2,1% en 2022, résistant mieux que prévu à l'impact des lourdes sanctions occidentales après l'offensive de Moscou en Ukraine.

En outre, la guerre a entraîné une interruption des échanges commerciaux entre l'Ukraine et la Russie, ce qui a eu un effet d'entraînement sur d'autres pays de la région. Le déclin du commerce a affecté des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'énergie, qui dépendaient fortement des marchés russe et ukrainien.

### **1.2. Effets à moyen terme :**

Les effets à moyen terme de la guerre russo-ukrainienne seront probablement plus graves que les effets à court terme. Le conflit a accru les tensions géopolitiques et créé de l'incertitude dans la région, ce qui a entraîné une baisse des investissements étrangers et une réduction de la croissance économique.

L'imposition de sanctions économiques a eu un impact significatif sur l'économie russe, entraînant une baisse du PIB et de la valeur du rouble. La baisse de la valeur du rouble a entraîné une augmentation de l'inflation, rendant les importations plus chères et réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs russes.

En Ukraine, le conflit a entraîné une baisse du PIB, une diminution des investissements et une hausse de l'inflation. La baisse de l'activité économique a entraîné une réduction des recettes publiques, ce qui a empêché le gouvernement de financer des services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation.

### **1.3. Effets à long terme :**

Les effets à long terme de la guerre russo-ukrainienne sont difficiles à prévoir. Toutefois, il est probable que le conflit entraînera une modification permanente du paysage économique et politique de la région. La guerre a accru les tensions géopolitiques et créé de l'incertitude, ce qui rendra difficile la planification et l'investissement des entreprises dans la région.

L'imposition de sanctions économiques par les États-Unis et l'Union européenne devrait avoir un impact durable sur l'économie russe. Les sanctions ont limité l'accès de la Russie aux marchés internationaux, ce qui rend difficile le financement de la dette extérieure et l'investissement dans de nouvelles industries.

En Ukraine, le conflit a entraîné une détérioration des infrastructures et un déclin du capital humain. Le déclin du capital humain empêchera le pays d'être compétitif dans l'économie mondiale à long terme.

## **2. Effets de la guerre compartimentés par région**

### **2.1. Effets sur l'économie mondiale :**

La guerre russo-ukrainienne a eu des effets significatifs sur l'économie mondiale. Le conflit a accru les tensions géopolitiques, entraînant une baisse des investissements étrangers et une réduction de la croissance économique. L'imposition de sanctions économiques par les États-Unis et l'Union européenne a encore aggravé le ralentissement économique en Russie et en Ukraine, entraînant une baisse des échanges et une augmentation de l'incertitude.

Le déclin du commerce entre la Russie et l'Ukraine a également affecté d'autres pays de la région, tels que la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, qui dépendaient fortement des marchés russe et ukrainien. Le déclin de l'activité économique a entraîné une réduction des recettes publiques, ce qui a rendu difficile le financement des services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation.

#### **Pistes de solutions :**

Pour garantir la résilience de l'économie mondiale au choc de la guerre russo-ukrainienne, plusieurs solutions possibles peuvent être mises en œuvre. Il s'agit notamment de :

- Renforcer la coopération internationale : La coopération internationale peut contribuer à atténuer l'impact économique de la guerre russo-ukrainienne. Les pays peuvent travailler ensemble pour réduire les tensions géopolitiques et promouvoir la stabilité économique dans la région.
- Promouvoir la diversification : Les pays peuvent diversifier leurs économies afin de réduire leur dépendance à l'égard des marchés russe et ukrainien. Pour ce faire, ils peuvent investir dans de nouvelles industries et promouvoir le commerce avec d'autres pays.
- Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) : Les PME sont particulièrement vulnérables aux conséquences économiques de la guerre russo-ukrainienne. Les gouvernements peuvent soutenir les PME en leur offrant une aide financière et en encourageant l'esprit d'entreprise.
- Investir dans les infrastructures : Investir dans les infrastructures peut contribuer à stimuler la croissance économique et à créer des emplois. Les gouvernements peuvent investir dans des projets d'infrastructure tels que les routes, les ponts et les systèmes de transport public.

#### **2.2. Effets sur l'économie européenne :**

L'économie européenne a été particulièrement touchée par la guerre russo-ukrainienne. Le déclin du commerce entre la Russie et l'Ukraine a affecté des pays tels que la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, qui dépendaient fortement des marchés russe et ukrainien. L'imposition de sanctions économiques par les États-Unis et l'Union européenne a également eu un impact significatif sur l'économie russe, entraînant une baisse du PIB et de la valeur du rouble.

L'un des impacts les plus importants de la guerre a été sur les marchés de l'énergie. La Russie est l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Europe et le conflit a suscité des inquiétudes quant à la fiabilité des approvisionnements en gaz russe. Les pays européens se sont donc efforcés de diversifier leurs sources d'énergie et de réduire leur dépendance à l'égard du gaz russe. Certains pays ont investi dans des sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie éolienne et solaire.

Le conflit a également eu un impact significatif sur les échanges commerciaux entre l'UE et la Russie. L'UE a imposé des sanctions à la Russie suite à la guerre en Ukraine. La Russie a répondu par des contre-sanctions occasionnant ainsi une baisse des exportations entre l'UE et la Russie, en particulier avec les pays qui dépendent fortement de la Russie pour leurs échanges commerciaux, comme l'Allemagne, l'Italie et la France.

La guerre a également eu des répercussions plus larges sur l'économie européenne. Le conflit a contribué à créer un climat d'incertitude géopolitique qui a rendu les investisseurs plus prudents et a réduit les flux d'investissement dans la région. En outre, les sanctions et contre-sanctions ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et réduit la coopération économique entre la Russie et l'UE. Cette situation a affecté des secteurs tels que l'automobile, l'aérospatiale et la construction, qui dépendent du commerce et des investissements transfrontaliers.

Dans l'ensemble, la guerre russo-ukrainienne a eu un impact négatif sur l'économie européenne, en particulier sur les marchés de l'énergie, le commerce et les investissements. Le conflit a mis en évidence la vulnérabilité des pays européens aux chocs extérieurs et l'importance de diversifier les sources d'énergie et de réduire la dépendance à l'égard de certains partenaires commerciaux. Il a également mis en évidence la nécessité d'une coopération et d'un dialogue accru entre l'UE et la Russie pour relever les défis communs et promouvoir la stabilité économique et la croissance.

### **Pistes de solutions :**

Pour garantir la résistance de l'économie européenne au choc de la guerre russo-ukrainienne, plusieurs solutions peuvent être mises en œuvre. Il s'agit notamment de

- Promouvoir la diversification économique : Les pays européens peuvent promouvoir la diversification économique en investissant dans de nouvelles industries et en promouvant le commerce avec d'autres pays. Cela peut contribuer à réduire leur dépendance à l'égard des marchés russe et ukrainien.
- Soutenir les PME : les PME sont particulièrement vulnérables aux conséquences économiques de la guerre russo-ukrainienne. Les gouvernements peuvent soutenir les PME en leur offrant une aide financière et en encourageant l'esprit d'entreprise.
- Promouvoir les investissements dans les infrastructures : Investir dans les infrastructures peut contribuer à stimuler la croissance économique et à créer des emplois. Les pays européens peuvent investir dans des projets d'infrastructure tels que les routes, les ponts et les systèmes de transport public.

### **2.3. Effets sur l'économie américaine :**

L'impact direct de la guerre russo-ukrainienne sur l'économie américaine a été relativement limité. Cependant, les sanctions économiques imposées par les États-Unis et l'Union européenne ont eu un impact sur les entreprises américaines qui commerçaient avec la Russie et l'Ukraine. En outre, le conflit a accru les tensions géopolitiques, entraînant une baisse des investissements étrangers et une réduction de la croissance économique.

### **Pistes de solution :**

Pour assurer la résilience de l'économie américaine au choc de la guerre russo-ukrainienne, plusieurs solutions peuvent être mises en œuvre. Il s'agit notamment de :

- Augmenter les échanges avec d'autres pays : Les entreprises américaines peuvent accroître leurs échanges avec d'autres pays afin de réduire leur dépendance à l'égard des marchés russe et ukrainien.
- Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) : Les PME sont particulièrement vulnérables aux conséquences économiques de la guerre russo-ukrainienne. Les gouvernements peuvent soutenir les PME en leur offrant une aide financière et en encourageant l'esprit d'entreprise.
- Investir dans les infrastructures : Investir dans les infrastructures peut contribuer à stimuler la croissance économique et à créer des emplois. Les gouvernements peuvent investir dans des projets d'infrastructure tels que les routes, les ponts et les systèmes de transport public.

### **2.4. Effets sur l'économie asiatique :**

La guerre russo-ukrainienne a eu un impact indirect sur l'économie asiatique. Le déclin du commerce entre la Russie et l'Ukraine a affecté des pays comme la Chine, qui dépendaient fortement des marchés russe et ukrainien. En outre, les sanctions économiques imposées par les États-Unis et l'Union européenne ont affecté des pays comme l'Inde, qui commercent avec la Russie et l'Ukraine.

### **Pistes de solutions :**

Pour assurer la résilience de l'économie asiatique au choc de la guerre russo-ukrainienne, plusieurs solutions peuvent être mises en œuvre. Ces solutions sont les suivantes

- Promouvoir la diversification économique : Les pays asiatiques peuvent promouvoir la diversification économique en investissant dans de nouvelles industries et en promouvant le commerce avec d'autres pays. Cela peut les aider à réduire leur dépendance à l'égard des marchés russe et ukrainien.
- Soutenir les PME : les PME sont particulièrement vulnérables aux conséquences économiques de la guerre russo-ukrainienne. Les gouvernements peuvent soutenir les PME en leur offrant une aide financière et en encourageant l'esprit d'entreprise.



- Promouvoir les investissements dans les infrastructures : Investir dans les infrastructures peut contribuer à stimuler la croissance économique et à créer des emplois. Les pays asiatiques peuvent investir dans des projets d'infrastructure tels que des routes, des ponts et des systèmes de transport public.

### 2.5. Effets sur l'économie africaine :

La guerre russo-ukrainienne a eu un impact significatif sur l'économie africaine, en particulier sur les pays d'Afrique subsaharienne qui ont des liens économiques étroits avec la Russie et l'Ukraine. Le conflit a créé un certain nombre de défis économiques pour ces pays, allant des perturbations commerciales à l'augmentation des prix du pétrole, et a menacé de saper leur stabilité économique à court et à long terme.

L'un des principaux impacts de la guerre russo-ukrainienne sur les pays d'Afrique subsaharienne est la perturbation des échanges commerciaux. Nombre de ces pays entretiennent des relations commerciales importantes avec la Russie et l'Ukraine, notamment dans les domaines de l'énergie et des matières premières. Par conséquent, l'imposition de sanctions économiques et de restrictions commerciales à ces pays a eu un impact significatif sur leurs économies. Par exemple, le Nigeria, qui est un important exportateur de pétrole brut vers la Russie, a vu ses exportations diminuer à la suite du conflit, ce qui a entraîné une réduction significative des revenus de son gouvernement.

Un autre impact du conflit russo-ukrainien sur les pays d'Afrique subsaharienne est la hausse des prix du pétrole. L'escalade des tensions entre la Russie et l'Ukraine a entraîné une hausse du prix mondial du pétrole, ce qui a eu un effet d'entraînement sur l'économie africaine. De nombreux pays africains dépendent fortement des importations de pétrole, et la hausse des prix du pétrole a entraîné une augmentation des coûts de l'énergie, ce qui a pesé sur leurs économies.

Outre ces défis, le conflit russo-ukrainien a également accru l'instabilité politique dans la région. De nombreux pays africains ont des liens étroits avec la Russie et le conflit a entraîné une détérioration des relations diplomatiques entre la Russie et de nombreux pays africains. Cette situation a créé de l'incertitude et de l'instabilité dans ces pays, ce qui a eu un impact négatif sur les investissements et la croissance économique.

Malgré ces difficultés, les pays d'Afrique subsaharienne peuvent adopter plusieurs stratégies pour atténuer l'impact du conflit russo-ukrainien sur leurs économies. Une première approche consiste à diversifier leurs relations commerciales et à réduire leur dépendance à l'égard de la Russie et de l'Ukraine. Cela pourrait impliquer de renforcer les liens avec d'autres pays qui ne sont pas impliqués dans le conflit ou de développer de nouveaux partenaires commerciaux dans d'autres régions.

Une autre stratégie consiste à investir dans les énergies renouvelables et d'autres sources d'énergie alternatives afin de réduire la dépendance à l'égard des importations de pétrole. Cela pourrait aider les pays à réduire leurs coûts énergétiques et à améliorer leur sécurité énergétique, tout en réduisant leur contribution au changement climatique.

En conclusion, la guerre russo-ukrainienne a eu un impact significatif sur l'économie africaine, en particulier sur les pays d'Afrique subsaharienne. Bien que le conflit ait créé des défis importants pour ces pays, il existe des stratégies qui peuvent être adoptées pour aider à atténuer ces impacts et garantir que ces économies restent résistantes face aux chocs futurs.

## I.2. Inflation

Suite à la récente flambée inflationniste enregistrée en 2022, il est prévu que cette tendance se réduira pour atteindre 6,6 % en 2023, puis 4,3 % en 2024, des niveaux supérieurs à ceux observés avant la pandémie. Dans cette perspective, la politique monétaire devrait

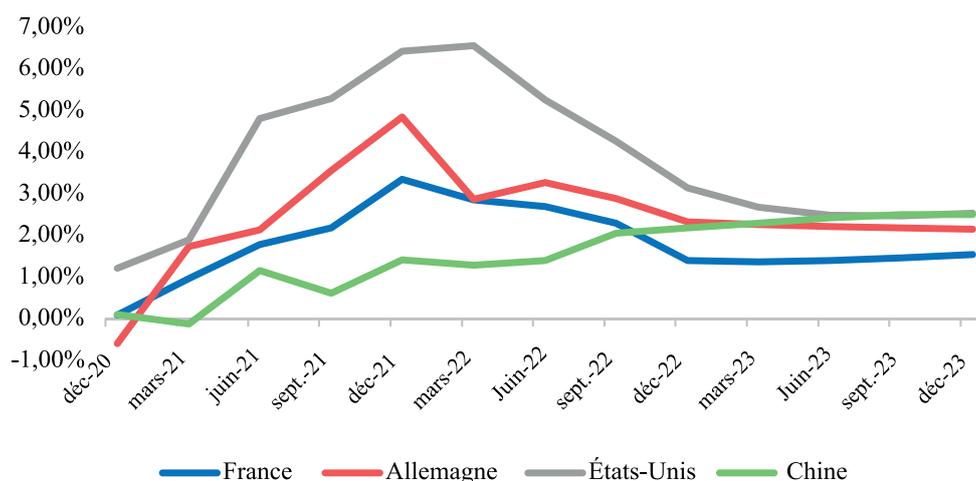
continuer de privilégier la stabilité des prix tandis que la politique budgétaire devrait se focaliser sur l'atténuation des pressions inflationnistes tout en demeurant suffisamment rigoureuse en accord avec la politique monétaire.



Cependant, il conviendrait de souligner que les réformes structurelles pourraient grandement contribuer à renforcer la lutte contre l'inflation en améliorant la productivité tout en réduisant les contraintes liées à l'offre. En effet, en stimulant l'efficacité des marchés, la flexibilité des prix et la concurrence, ces réformes permettraient de répondre aux besoins en matière d'offre, réduisant ainsi les tensions inflationnistes.

Face à cette situation, il est recommandé que les autorités budgétaires et monétaires renforcent leur coordination de politiques économiques afin de mieux cibler les personnes les plus vulnérables face à la hausse des prix des denrées alimentaires. De cette manière, les effets pervers de l'inflation pourraient être atténués, réduisant ainsi les inégalités économiques et sociales. En somme, il est crucial d'adopter une approche globale et cohérente pour maintenir la stabilité économique et garantir la prospérité à long terme.

**Figure 2 » PRÉVISIONS DU TAUX D'INFLATION DANS LE MONDE**



Source : OCDE.



### I.3. Commerce international

Les perspectives du commerce international pour 2023 restent incertaines en raison de plusieurs facteurs, notamment les tensions géopolitiques persistantes, les inquiétudes quant à l'inflation, les prix élevés des matières premières telles que l'énergie, les denrées alimentaires et les métaux, ainsi que les risques combinés de taux d'intérêt élevés et de dette publique. Toutefois, selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), la croissance du commerce mondial devrait rester modérée en 2023, avec une possibilité de reprise au second semestre.

La figure 3 montre que la croissance des échanges mondiaux pourrait reprendre en 2023 grâce à plusieurs facteurs positifs. En effet, la perspective d'une récession évitée dans l'Union européenne et aux États-Unis ainsi qu'un dollar américain plus faible, qui a chuté de près de 7 % entre novembre 2022 et février 2023, pourraient entraîner une augmentation de la demande de biens échangés, car la plupart des échanges commerciaux sont libellés en dollars. Les inquiétudes concernant les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et les coûts d'expédition se sont également atténuées.

En Asie, notamment en Chine, l'indice des taux de fret conteneurisé de Shanghai est revenu aux niveaux d'avant la pandémie et devrait rester bas tout au long de 2023. En outre, l'indice des directeurs d'achat en Chine a augmenté de plus de 5 points de pourcentage depuis décembre 2022, indiquant une forte activité manufacturière et de services.

Cependant, des incertitudes persistent en raison des risques géopolitiques et de la volatilité des prix des matières premières. Les gouvernements et les entreprises doivent donc rester vigilants et prendre des mesures pour gérer les risques et promouvoir la résilience du commerce international.

Parmi les mesures possibles figurent l'adoption de politiques commerciales stables, la diversification des sources d'approvisionnement et des marchés de vente, et l'investissement dans des infrastructures logistiques solides pour garantir une chaîne d'approvisionnement résiliente.

Figure 3 » CROISSANCE TRIMESTRIELLE DES ECHANGES COMMERCIAUX



Source : CNUCED.



#### I.4. Marché financier

Suite à la correction à la baisse enregistrée le mois précédent, les marchés boursiers ont connu une ascension remarquable au cours du mois de mars 2023. Sur Wall Street, les indices Dow Jones, S&P 500 et Nasdaq ont respectivement atteint les niveaux de 33 274 points, 4 109 points et 15 628 points à la fin du mois de mars 2023. Une tendance similaire a été observée sur le continent européen.

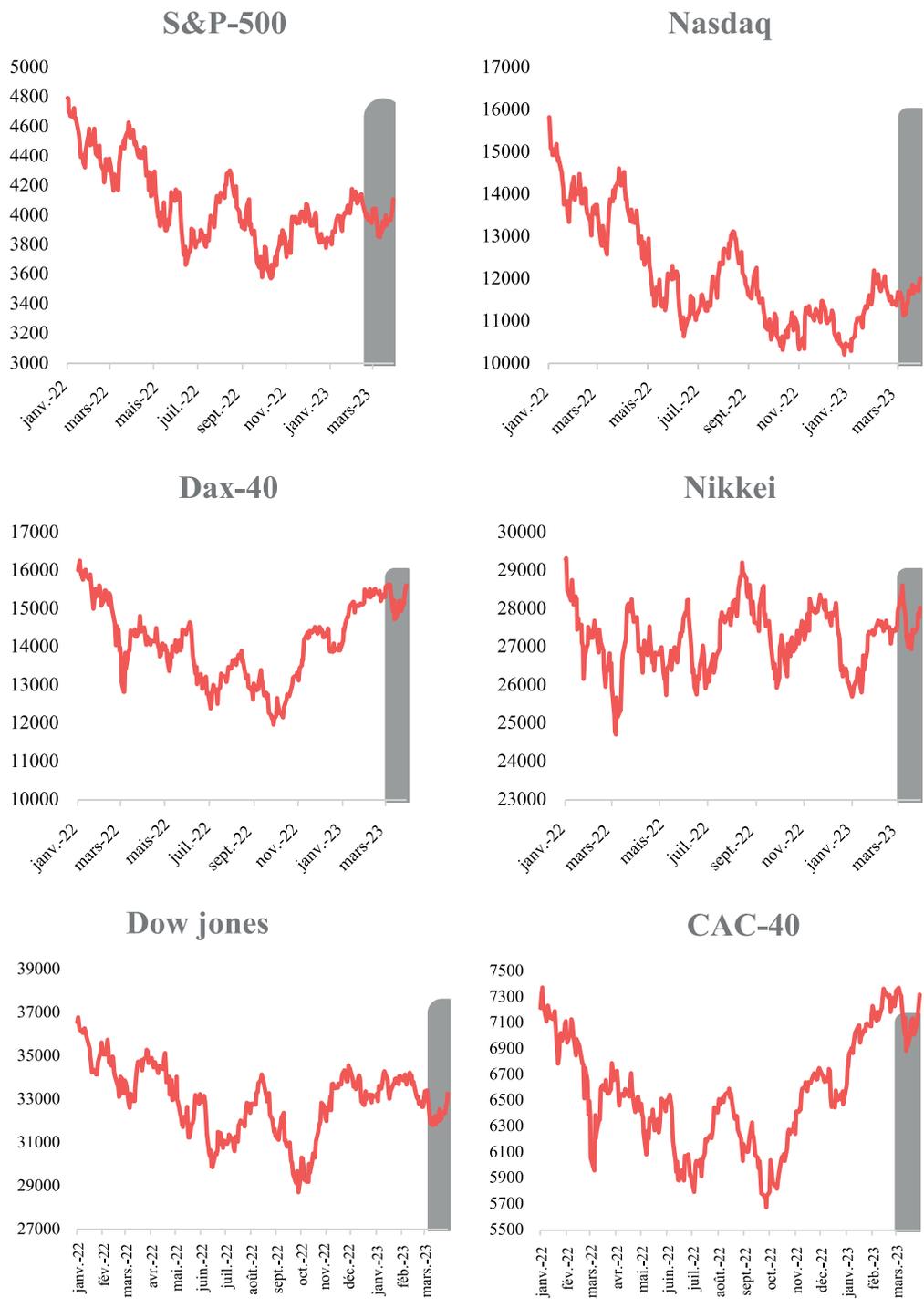
Sur le marché boursier parisien, le CAC-40 a enregistré une hausse de 1%, passant de 7 267 points en février 2023 à 7 322 points à la fin de mars 2023. Sur le marché américain, l'appréciation a atteint 11 926 points à la fin de mars 2023. La Bourse de Tokyo a également suivi cette tendance haussière, passant de 27 445 points en février 2023 à 28 041 points à la fin du mois de mars 2023.

Ces gains sur les indices boursiers sont principalement justifiés par la confiance des investisseurs privés dans l'intervention rapide des autorités américaines sur le marché bancaire afin d'éviter tout risque systémique résultant de l'effondrement de la Silicon Valley Bank. De plus, la dépréciation du dollar a également incité les investisseurs à rechercher d'autres actifs pour se prémunir contre l'érosion monétaire.

Cependant, toutes choses étant égales par ailleurs, tant que le dollar continuera à se déprécier, il convient de s'attendre à des performances considérables sur les marchés boursiers. Les investisseurs continueront probablement à chercher des opportunités de placement alternatif pour protéger leur capital de la dévaluation monétaire. Les facteurs macroéconomiques et les politiques monétaires des principales économies auront un impact significatif sur les mouvements futurs des marchés boursiers, et les investisseurs devront surveiller de près ces développements pour prendre des décisions éclairées en matière d'investissement.



**Figure 4 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS**



Source : Macrotrends.



## Encadré 2. La Silicon Valley Bank : Potentielle faillite ?

### 0. Introduction

La Silicon Valley Bank (SVB), une banque spécialisée dans le financement de start-ups, a récemment été fermée par les autorités américaines en raison de difficultés financières majeures. En tant que 16<sup>ème</sup> plus grande banque américaine par la taille de ses actifs, la faillite de la SVB est considérée comme la plus importante aux États-Unis depuis la crise financière de 2008. Cette banque comptait 209 milliards de dollars d'actifs et environ 175,4 milliards de dépôts à la fin de 2022, ce qui est considérable.

La SVB, dont les clients sont principalement des entreprises de technologie, a connu des difficultés lorsque le secteur de la tech a commencé à rencontrer des problèmes. Les entreprises de ce secteur ont commencé à retirer une partie de leurs dépôts de liquidités auprès de la banque, ce qui a obligé la SVB à vendre une partie de son portefeuille d'investissement pour satisfaire la demande de retraits.

Cependant, la hausse des taux d'intérêt de la Federal Reserve Bank a entraîné des pertes importantes pour la banque. Malgré ses tentatives pour lever des fonds, la SVB a finalement été incapable de faire face aux retraits massifs de ses clients. En conséquence, les clients ont commencé à douter de la capacité de la banque à honorer ses obligations, ce qui a entraîné une panique bancaire et exacerbé la situation de crise.

Il est important de souligner que la faillite de la SVB est une illustration de l'importance de la gestion des risques financiers pour les institutions financières. En particulier, la concentration des investissements dans un secteur spécifique peut entraîner une exposition excessive aux risques de ce secteur, ce qui peut mettre en danger la solvabilité de l'institution. Les banques doivent donc être conscientes de ces risques et mettre en place des mesures de gestion des risques efficaces pour minimiser les pertes en cas de crise.

### 1. Conséquences sur le reste du système financier

Sur les marchés financiers, l'annonce de la recherche infructueuse de capitaux par la SVB a ravivé les craintes sur la solidité de l'ensemble du secteur bancaire, notamment avec la rapide montée des taux d'intérêt de la Fed qui a fait grimper le coût du crédit. La faillite de la SVB a provoqué une perte de 52 milliards de dollars en Bourse pour les quatre plus grandes banques américaines, et a également affecté les banques asiatiques et européennes. Les banques de taille moyenne ont été particulièrement touchées, avec une forte baisse de leurs actions.

Bien que les grandes banques aient pu se ressaisir, les conséquences de la faillite de la SVB ont eu un impact important sur le secteur bancaire dans son ensemble. Les autorités américaines ont pris des mesures pour éviter une crise systémique en soutenant les banques en difficulté et en assurant la stabilité financière.

### 2. Réactions des autorités américaines

La Silicon Valley Bank traverse actuellement une période difficile qui a conduit les autorités américaines à prendre des mesures pour protéger les intérêts des déposants et assurer la stabilité du système bancaire. En effet, la banque a été placée sous le contrôle de la FDIC, l'agence américaine chargée de garantir les dépôts, suite à la décision des autorités de prendre officiellement possession de la banque.

Suite à cette décision, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a convoqué plusieurs régulateurs du secteur de la finance pour discuter de la situation. Elle a exprimé sa confiance dans leur capacité à prendre les mesures appropriées pour gérer cette crise et a souligné la résilience du secteur bancaire dans son ensemble.

Il est important de noter que les autorités américaines ont réagi rapidement et efficacement pour protéger les déposants et préserver la stabilité du système bancaire. Cette réaction rapide est une différence marquante par rapport à la crise financière de 2008, où les autorités ont été accusées d'avoir été lentes à réagir.

La priorité actuelle des autorités américaines est de rassurer les contribuables américains quant à la solidité du système bancaire dans son ensemble. Cette crise rappelle l'importance de la régulation financière pour assurer la stabilité et éviter les crises systémiques.



En somme, la situation de la Silicon Valley Bank est prise très au sérieux par les autorités américaines, qui ont agi rapidement et efficacement pour protéger les intérêts des déposants et préserver la stabilité du système bancaire.

### 3. Conclusion et perspectives

Cette analyse de la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) met en évidence les principaux facteurs à l'origine de cette situation, ainsi que les répercussions qu'elle pourrait avoir sur le système financier américain et les marchés financiers internationaux.

Il est évident que l'augmentation importante du taux directeur de la Réserve fédérale américaine (FED), dans un contexte de durcissement de la politique monétaire visant à contrer l'inflation, est un facteur majeur ayant contribué à la faillite de la SVB. Cette décision a entraîné une augmentation des coûts d'emprunt pour la SVB, ce qui a réduit sa capacité à générer des bénéfices et à faire face à ses obligations financières.

Cependant, il convient de noter que la SVB est une banque de niche, spécialisée dans le financement du secteur technologique, et que les risques de contagion sont donc limités. Par conséquent, il est peu probable que cette faillite ait des conséquences majeures sur le système financier américain dans son ensemble.

Néanmoins, cette situation rappelle l'importance d'une réglementation financière solide pour protéger les déposants et préserver la stabilité financière à long terme. Les régulateurs doivent être vigilants face aux risques émergents dans les secteurs de niche, tels que la finance technologique, qui peuvent avoir des répercussions sur le système financier dans son ensemble.





### I.5. Marché des changes

Suite à la baisse continue des indices boursiers majeurs et aux politiques monétaires restrictives appliquées par la Réserve fédérale américaine (Fed), le dollar américain a subi une dépréciation face à l'euro et à la livre sterling au cours du mois de mars 2023. À la fin du mois, l'euro s'est évalué à 1,0782 EUR/USD, tandis que la livre sterling a atteint près de 1,2064 GBP/USD.

Concernant la courbe du yen japonais, la tendance baissière observée au cours de la période reflète son appréciation face au dollar américain. En Chine, et plus particulièrement à Pékin, la devise chinoise a subi une baisse par rapport au dollar américain. Cette diminution du yuan chinois pourrait être amplifiée par la menace de récession de l'économie mondiale.

Il est important de noter que la politique monétaire restrictive appliquée par la Fed a eu un impact significatif sur la valeur du dollar américain, mais elle a également des conséquences potentiellement négatives

sur les économies des pays émergents. Les pays qui dépendent fortement de l'exportation de matières premières ou de produits manufacturés vers les États-Unis peuvent être particulièrement vulnérables aux fluctuations du dollar.

En outre, la récession mondiale imminente pourrait avoir des répercussions économiques plus larges sur l'ensemble des pays, notamment sur les économies émergentes qui ont une croissance économique plus faible et qui sont plus vulnérables aux chocs externes.

En résumé, la dépréciation du dollar américain face à l'euro et à la livre sterling ainsi que l'appréciation du yen japonais par rapport au dollar américain sont le résultat de la politique monétaire restrictive de la Fed. La baisse de la devise chinoise par rapport au dollar américain est exacerbée par la menace de récession mondiale. Cependant, ces tendances peuvent avoir des effets négatifs sur les économies émergentes et, à plus grande échelle, sur l'économie mondiale.

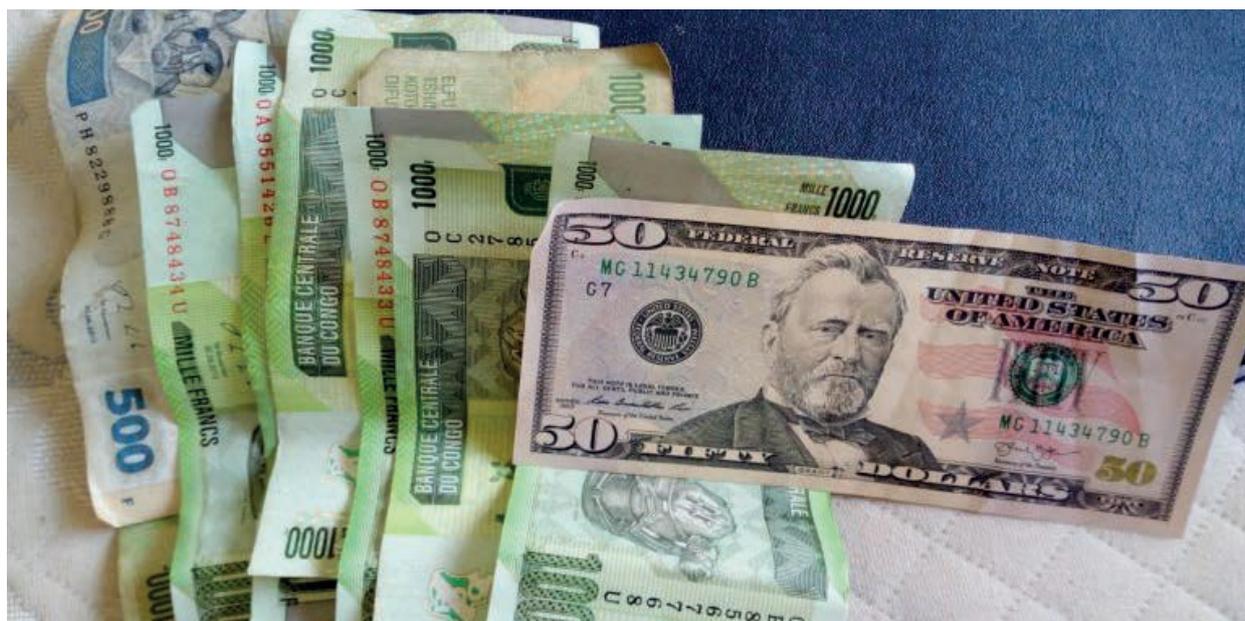
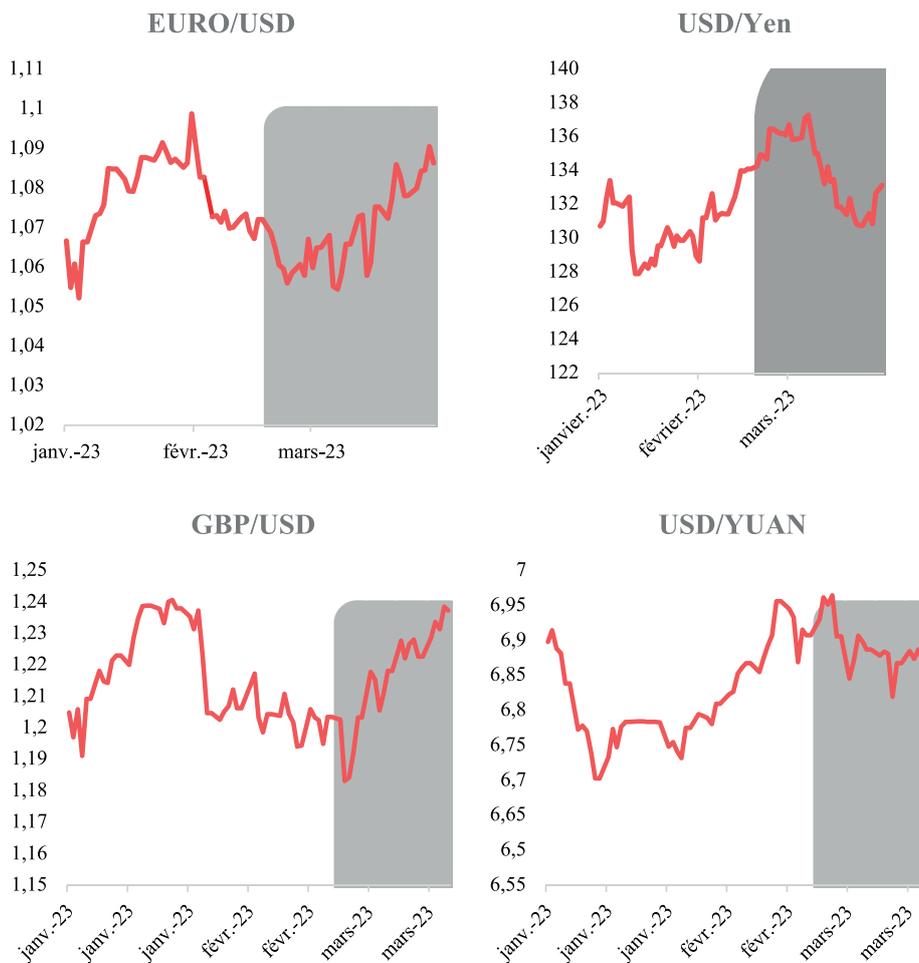


Figure 5 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX COURS DE CHANGES



Source : Macrotrends.

## I.6. Marché des produits stratégiques

### - Or

Au cours du mois de mars 2023, les prix de l'or ont connu une tendance à la hausse après avoir connu une baisse le mois précédent. À la clôture du mois, le prix de l'or a atteint 1,0832 USD l'once. Cette reprise s'explique principalement par la dépréciation du dollar américain sur le marché des changes. La baisse de la valeur du dollar américain a créé une forte attractivité pour l'or en tant que valeur refuge, car les investisseurs se tournent vers

l'or pour se protéger contre les fluctuations des devises et les incertitudes économiques. Cependant, cette situation pourrait persister ou évoluer en fonction des mesures de politique monétaire que la Réserve fédérale américaine (Fed) prendra.

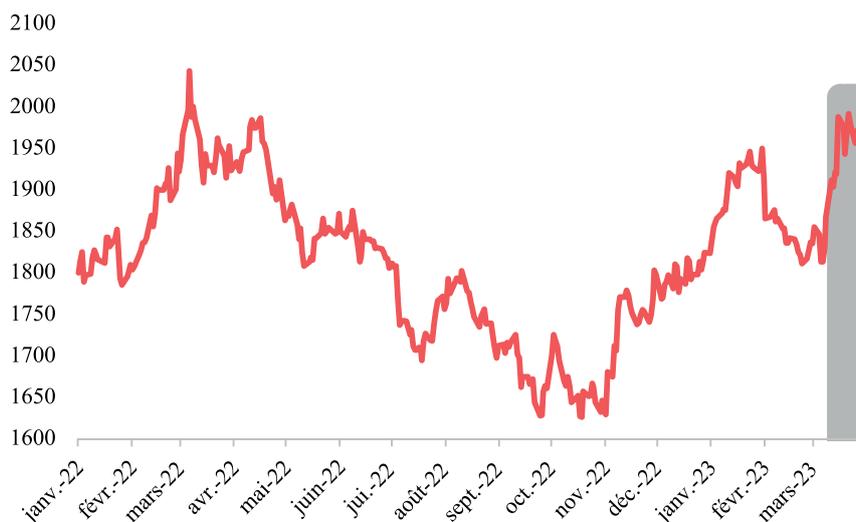
Il convient de noter que les décisions de politique monétaire de la Fed ont un impact important sur les prix de l'or. Les mesures de politique monétaire restrictives, telles que la réduction des taux d'intérêt, peuvent conduire à une augmentation de la valeur de l'or en raison de la diminution du coût d'opportunité de



la détention d'or par rapport aux autres actifs financiers. Cependant, la politique monétaire expansive, telle que l'injection de liquidités dans l'économie, peut conduire à une baisse des prix de l'or en raison de la diminution de la demande pour les valeurs refuges et de l'augmentation de la confiance des investisseurs dans les marchés financiers.

En conclusion, la reprise des prix de l'or en mars 2023 est principalement attribuable à la dépréciation du dollar américain sur le marché des changes. Cependant, les décisions de politique monétaire de la Fed auront une influence significative sur la direction future des prix de l'or. Les investisseurs devraient donc suivre attentivement les évolutions des politiques monétaires de la Fed pour anticiper les tendances à venir sur le marché de l'or.

**Figure 6 » EVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DE L'OR (EN USD PAR TONNE)**



Source : Macrotrends.

## - Pétrole

Au cours du mois de mars 2023, le marché pétrolier a subi une baisse significative de la trajectoire du pétrole brut. Cette baisse, qui a engendré la plus mauvaise performance depuis le début de l'année, s'explique en partie par les inquiétudes croissantes concernant l'état de l'économie mondiale, notamment les faillites de trois banques américaines importantes, la Silvergate Bank, la Signature Bank, mais surtout la Silicon Valley Bank et la quasi-débâcle de la banque suisse Crédit Suisse. En effet, le cours du brut est passé d'un pic de 86

USD en début de mois à près de 79 USD à la clôture du même mois.

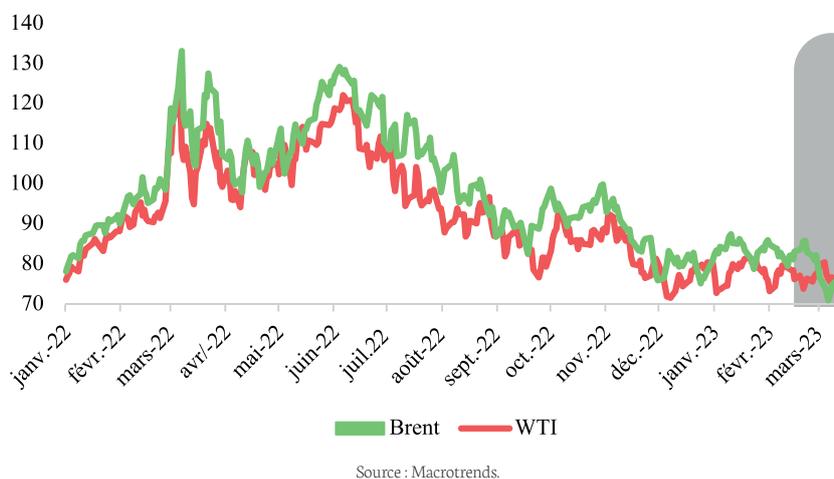
Bien que les fondamentaux du marché pétrolier soient favorables, avec des prévisions optimistes de prix à court terme, la tendance actuelle semble différente. En effet, le marché pétrolier est soumis à des incertitudes liées à la situation géopolitique et économique mondiale, ainsi qu'à la politique de l'OPEP+ en matière de production de pétrole.



Dans ce contexte, la volatilité du marché pétrolier pourrait persister dans les prochains mois. Les décisions prises par l'OPEP+ en matière de production de pétrole, ainsi que les mesures de relance économique

mises en place par les gouvernements, pourraient avoir un impact significatif sur l'évolution future du marché pétrolier.

**Figure 7 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU PÉTROLE (EN USD PAR BARIL)**



### - Cuivre

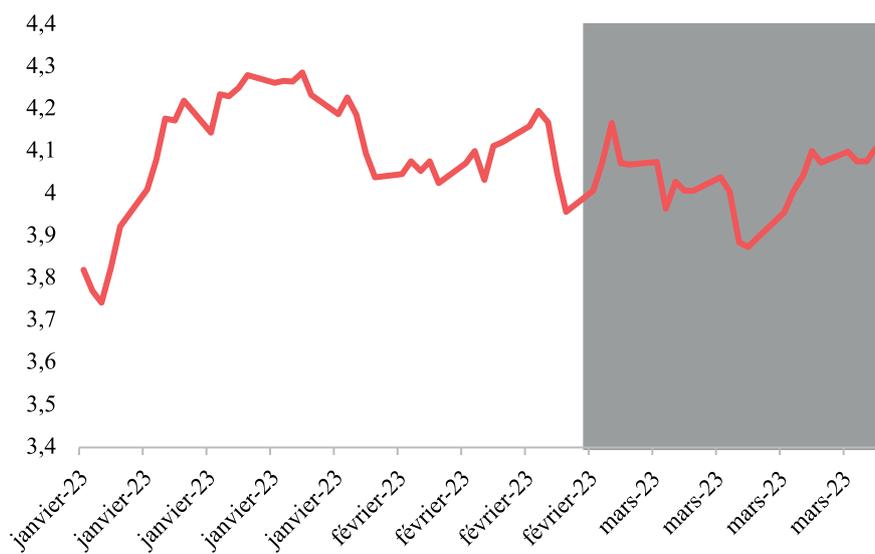
Le marché du cuivre est souvent considéré comme un indicateur avancé de l'économie mondiale. Cette matière première est utilisée dans divers secteurs tels que la construction, l'électronique et les transports. Ainsi, la tendance haussière observée pour le mois de mars 2023 peut être interprétée comme un signe de confiance des investisseurs quant à une reprise de la conjoncture économique mondiale.

Cependant, il est important de noter que le cours du cuivre est également soumis à des facteurs géopolitiques tels que les conflits commerciaux et les changements de politique monétaire des banques

centrales. Par exemple, une augmentation des taux d'intérêt peut influencer négativement la demande de cuivre dans les industries utilisatrices.

De plus, la situation de la pandémie de COVID-19 reste un facteur à surveiller. Bien que la vaccination progresse dans de nombreux pays, la persistance de variants et les mesures de confinement continuent d'avoir un impact sur l'économie mondiale. En conséquence, la tendance haussière du cuivre pourrait être tempérée par ces incertitudes économiques et sanitaires.

**Figure 8 » EVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU CUIVRE (EN USD PAR TONNE)**



Source : Macrotrends.





## 2. Contexte national

### II.1. Evolution de l'économie nationale

L'actualité économique du mois de mars 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous : (i) la signature d'accords de partenariat entre la RDC et la France dans certains secteurs spécifiques (mines, infrastructures et numérique) ; (ii) les questionnements autour de la dollarisation de l'économie congolaise ; (iii) la signature d'un protocole d'accord de 1,3 milliard d'USD entre Congo Airways et A&M Development Group ; (iv) la hausse généralisée des prix des biens et services ; et (v) modification des taux d'intérêt de la Banque Centrale du Congo.

Plus explicitement ces faits sont présentés comme ci-dessous :

#### 1. Signature d'accords de partenariat entre la RDC et la France dans certains secteurs spécifiques (mines, infrastructures et numérique)

En marge de la récente visite du président Macron à Kinshasa, la République démocratique du Congo (RDC) a signé plusieurs accords avec la France et l'Union européenne (UE) dans les secteurs des mines, des infrastructures et du numérique. Ce partenariat a été salué comme historique et offre des opportunités commerciales prometteuses pour la RDC.

Le président Tshisekedi a souligné que la sécurité est une condition préalable au développement durable et à une coopération sincère et fructueuse avec les pays de la sous-région. Il a également exprimé son souhait que l'exercice soit répété afin de consolider la coopération entre la RDC, la France et l'UE.

Les accords ont été signés après que des experts en métaux critiques et transition énergétique (mines), en infrastructures et villes durables, et en technologies numériques ont discuté des composantes thématiques

dans trois tables rondes principales. Dans son discours, le Président Macron a plaidé pour un partenariat exigeant, loyal et bénéfique qui respecte les intérêts des populations. Il a également plaidé pour la pleine souveraineté des Congolais sur leurs ressources minières, qui peuvent être valorisées par une transformation locale.

Le Premier ministre congolais Jean-Michel Sama Lukonde a relevé la portée historique de ces accords et a appelé à des échanges transparents et équitables sur les enjeux et les défis d'un avenir économique commun. Le partenariat entre la RDC, la France et l'UE offre l'opportunité d'améliorations mutuellement bénéfiques et de concepts gagnant-gagnant.

Cependant, au-delà des discours de bonnes intentions et des accords signés, il est crucial de se concentrer sur la mise en œuvre de politiques concrètes. La RDC est depuis longtemps confrontée à la corruption, à la faiblesse des institutions et à la mauvaise gouvernance, ce qui pourrait entraver la réussite du partenariat. Il est donc nécessaire de développer des mécanismes de gouvernance efficaces et de relever les défis politiques et institutionnels pour garantir un partenariat durable et rentable.

#### 2. Questionnements autour de la dollarisation de l'économie congolaise

Parmi les questions économiques abordées dans les médias congolais au cours du mois de mars 2023, figure la problématique de la dollarisation de l'économie congolaise. En effet, depuis plusieurs années, la République démocratique du Congo (RDC) est confrontée à la "dollarisation" de son économie, où les agents économiques préfèrent utiliser des devises étrangères comme le dollar américain, le franc CFA et d'autres devises voisines au lieu de leur propre monnaie, le franc congolais. Cette situation remet en

question le symbolisme de la monnaie d'un pays en tant qu'outil d'exercice de la souveraineté, car elle semble perdre de son importance en RDC. Ainsi, plusieurs analystes soulèvent également des inquiétudes quant à la souveraineté économique et monétaire du pays.

De plus, il s'observe que le manque de préférence pour le franc congolais ne se limite pas aux grandes villes comme Kinshasa, mais qu'il est également répandu dans les provinces limitrophes du Nord et du Sud-Ubangi et du Nord et du Sud-Kivu. Il est à noter que la situation est pire dans les provinces du Haut-Uele et de l'Ituri, où le shilling ougandais est préféré au franc congolais. On assiste ainsi au retour de plusieurs zones monétaires en sus de la zone dollar et franc congolais sur le territoire national comme au cours des années 90.

En considérant l'évolution historique du système monétaire et l'importance de la monnaie en tant que moyen d'échange et de mesure de la prospérité ou de la pauvreté économique d'un pays, il y a lieu de soulever des questions sur l'efficacité du franc congolais à remplir ces fonctions. Ainsi, il est crucial de trouver des solutions appropriées à ce problème.

Pour y arriver, il est nécessaire de mener une analyse critique de la question de la monnaie en RDC afin d'avoir une compréhension plus profonde des causes sous-jacentes de ce problème et de mettre en œuvre de solutions viables pour y remédier. Toutefois, le gouvernement pourrait exploiter les pistes de solutions ci-dessous :

- **Stabiliser la monnaie nationale** : Le premier pas consiste à stabiliser la monnaie congolaise en veillant à réduire l'inflation, à augmenter les réserves de change et à améliorer la gestion macroéconomique du pays. Cela peut être réalisé grâce à des politiques économiques solides et efficaces, ainsi qu'à des interventions ciblées de la Banque centrale pour maintenir la stabilité de la monnaie.

- **Encourager l'utilisation de la monnaie nationale** : Le gouvernement peut encourager l'utilisation du franc congolais en obligeant les entreprises à accepter le paiement en monnaie nationale, en réduisant les taxes sur les transactions en franc congolais ou en introduisant des avantages fiscaux pour les entreprises qui utilisent la monnaie nationale. Le gouvernement peut également lancer des campagnes de sensibilisation pour encourager les citoyens à utiliser leur monnaie nationale.

- **Accroître l'accès aux services financiers** : L'accès limité aux services financiers traditionnels, tels que les comptes bancaires et les cartes de crédit, peut être un facteur contribuant à la dollarisation de l'économie. Le gouvernement peut travailler à étendre l'accès aux services financiers à travers le pays, en particulier dans les zones rurales et éloignées.

- **Promouvoir le commerce local** : Le gouvernement peut encourager le commerce local en réduisant les barrières commerciales et en augmentant les investissements dans les infrastructures. Cela peut aider à renforcer l'économie locale et à stimuler la demande pour la monnaie nationale.

- **Réduire la dépendance aux devises étrangères** : Enfin, le gouvernement peut travailler à réduire la dépendance aux devises étrangères en diversifiant l'économie, en encourageant la production nationale et en augmentant les exportations. Cela peut aider à augmenter les réserves de change et à renforcer la position de la monnaie nationale dans l'économie.

### **3. Signature d'un protocole d'accord de 1,3 milliard d'USD entre Congo Airways et A&M Development Group**

Le 2 mars 2023, un protocole d'accord a été signé au Palais de la Nation à Kinshasa entre Congo Airways, la compagnie aérienne nationale de la République démocratique du Congo (RDC), et A&M Development Group, une société d'investissement. La cérémonie, présidée par le Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat, a marqué une étape importante dans l'effort de relance de Congo Airways, qui était au bord de la faillite.

Selon les termes du protocole d'accord, A&M Development Group injectera 1,3 milliard de dollars dans Congo Airways pour soutenir les opérations de la compagnie aérienne et aider à résoudre le problème de longue date du transport aérien en RDC. Le protocole d'accord devrait être exécuté dans les six prochains mois, et sa mise en œuvre réussie est cruciale pour l'ouverture de ce vaste pays et la création d'opportunités d'emploi pour sa jeunesse dynamique.

L'investissement d'A&M Development Group représente une impulsion majeure pour l'industrie du transport aérien en RDC, qui a été confrontée à de nombreux défis ces dernières années. Grâce à l'injection de fonds, Congo Airways sera mieux équipée pour moderniser sa flotte, mettre à niveau ses infrastructures et améliorer ses services afin de répondre aux besoins de ses clients.

En outre, le protocole d'accord signé par Congo Airways et A&M Development Group est une indication claire du potentiel d'investissement étranger en RDC. En attirant les investissements étrangers, le pays peut stimuler la croissance économique, créer des emplois et améliorer le niveau de vie de ses citoyens.

Dans l'ensemble, la signature de ce protocole d'accord entre Congo Airways et A&M Development Group est un développement positif pour l'économie de la

RDC. Elle démontre l'engagement du gouvernement à attirer les investissements étrangers et à promouvoir la croissance économique, tout en s'attaquant à un problème critique dans le secteur des transports du pays. Cependant, pour que cela soit réalisable, il est important de prendre en compte certaines préalables.

Tout d'abord, il est essentiel de garantir que ledit partenariat est transparent et équitable pour toutes les parties impliquées. Il doit y avoir des mécanismes clairs de gouvernance et de supervision pour garantir que les fonds sont utilisés de manière efficace et responsable.

De plus, il est important de s'assurer que les dirigeants de Congo Airways sont compétents et honnêtes. Cela garantit que la compagnie aérienne est gérée de manière efficace et que les fonds sont utilisés de manière appropriée.

En outre, il est essentiel de renforcer le cadre réglementaire et juridique en RDC pour garantir que les investissements étrangers sont protégés et que les droits des travailleurs sont respectés.

Enfin, il est important de s'assurer que les jeunes sont formés et préparés à occuper les emplois créés par ce partenariat. Cela peut nécessiter des programmes de formation et de développement des compétences pour les jeunes afin de les préparer à travailler dans l'industrie de l'aviation.

En résumé, un partenariat financier entre une société d'investissement international et Congo Airways peut contribuer à la relance de la compagnie aérienne et créer des emplois pour les jeunes. Toutefois, cela nécessite des garanties de transparence, de gouvernance et de compétence, un cadre réglementaire et juridique solide, ainsi que des programmes de formation pour les jeunes travailleurs.



#### 4. Hausse généralisée des prix des biens et services

Au courant de ce mois de mars 2023, la RDC a été confronté à plusieurs défis économiques dont la flambée des prix dans plusieurs secteurs.

Tout d'abord, l'augmentation des tarifs des coûts de télécommunication et la hausse des prix des biens de consommation sont des indicateurs de pressions inflationnistes dans l'économie. La dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain sur le marché parallèle est citée comme la raison de l'augmentation des tarifs des coûts de télécommunications, car ces sociétés achètent des produits en dollars pour les revendre en monnaie locale. De même, l'instabilité du taux de change est également citée comme raison de l'augmentation des prix des biens de consommation, ce qui affecte négativement les marchands et les négociants. L'inflation peut entraîner une baisse du pouvoir d'achat et du niveau de vie, ce qui peut finalement avoir un impact sur la croissance économique.

Deuxièmement, l'augmentation arbitraire des tarifs de transport en commun, qui résulte également de la dépréciation du franc congolais, est révélatrice des défis auxquels est confronté le secteur des transports dans le pays. Le manque de régulation et de respect de la grille tarifaire officielle par les chauffeurs et receveurs des transports publics a entraîné des hausses importantes des tarifs pour les navetteurs, entraînant une charge supplémentaire pour les ménages qui sont déjà confrontés à des pressions inflationnistes. C'est face à cette situation que le gouverneur de la ville de Kinshasa a rendu public une nouvelle grille tarifaire pour le transport en commun et les itinéraires officiels à parcourir sur toute l'étendue de la ville de Kinshasa.

Enfin, l'appel des habitants à mettre fin à la dollarisation de l'économie met en lumière un problème de longue date dans l'économie de la RDC.

La préférence pour le dollar américain comme moyen d'échange a entraîné un manque de confiance dans la monnaie nationale, conduisant à sa dépréciation par rapport aux principales monnaies telles que le dollar américain. Cette situation a eu des effets négatifs sur l'économie, notamment l'inflation, la faiblesse des investissements et le manque de confiance dans les politiques économiques du gouvernement.

Dans l'ensemble, les dernières évolutions économiques de la RDC soulignent la nécessité d'efforts concertés pour résoudre les problèmes sous-jacents auxquels l'économie est confrontée, notamment les pressions inflationnistes, la dépréciation de la monnaie et la faiblesse de réglementation dans des secteurs essentiels tels que le transport où le gouvernement réagit au lieu d'anticiper. Ainsi, le gouvernement doit prendre des mesures proactives pour résoudre ces problèmes, telles que la mise en œuvre de politiques macroéconomiques saines, le renforcement de la réglementation et l'amélioration de la gouvernance afin de renforcer la confiance des investisseurs et de promouvoir la croissance économique.

#### 5. Modification des taux d'intérêt de la Banque Centrale du Congo

Le 24 mars 2023, la gouverneure de la banque centrale du Congo a annoncé au président de l'Association Congolaise des Banques une hausse du taux directeur afin de lutter contre la forte détérioration de la monnaie nationale, le franc congolais, dans un contexte économique particulièrement agité. Cette décision intervient après une analyse minutieuse des principaux indicateurs conjoncturels. Le taux directeur est ainsi passé de 8,25% à 9%, suite à la recommandation du Comité de politique monétaire (CPM).

L'institut d'émission a également ajusté sa grille de taux débiteurs au niveau du guichet de préfinancement, fixant les prêts à court terme à un taux annuel de 9% et les facilités permanentes à 10% par an.



Le CPM, lors de sa dernière réunion, a pris en compte la persistance des risques internes et externes élevés, recommandant la vigilance et le suivi constant des facteurs de liquidité bancaire, ainsi que des développements sur le marché des changes. Il a également souligné la nécessité de renforcer la coordination des politiques budgétaire et monétaire afin de stabiliser la situation.

Selon les analyses du CPM, le marché de changes est demeuré globalement stable au cours du premier trimestre 2023. Il a noté que, au 17 mars 2023, des dépréciations de 1% et de 7,5% ont été respectivement observées sur le marché interbancaire et le marché parallèle. Il a indiqué que, avec une position extérieure positive, soutenu principalement par des prix rémunérateurs des principaux produits d'exportation permettant d'accumuler les devises, les réserves de change de la RDC restent situées au-dessus de la barre de 4 milliards d'USD. Au 17 mars 2023, elles se sont établies à 4,2 milliards d'USD. Selon le CPM, le respect du pacte de stabilité, *qui consacre l'absence de financement monétaire du déficit budgétaire de l'Etat par la banque centrale du Congo*, devrait jouer un rôle important pour la stabilité du cadre macroéconomique.

Toutefois, il y a lieu de préciser que, même si ces mesures visent à maintenir la stabilité des prix en limitant la création excessive de liquidités qui pourrait aggraver la dépréciation de la monnaie nationale, il est primordial que les autorités renforcent la transparence et la crédibilité de la politique monétaire en communiquant efficacement sur les décisions et les orientations à venir, ainsi qu'en renforçant la gouvernance et la supervision du système financier. Enfin, il est crucial d'améliorer la gestion des finances publiques afin de garantir la soutenabilité à long terme des finances de l'Etat.

## II.1.2. Activité économique

Le gouvernement de la République démocratique du Congo et celui de la Zambie ont récemment conclu un accord-cadre pour entreprendre une étude de pré faisabilité de la zone économique spéciale (ZES) destinée au projet de chaîne de valeur des batteries et véhicules électriques. L'étude sera financée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et bénéficiera du soutien de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Les deux pays ont manifesté leur volonté de développer une chaîne de valeur régionale autour de l'industrie des batteries électriques ainsi qu'un marché des véhicules électriques et des énergies renouvelables. L'étude de pré faisabilité permettra non seulement de concevoir un plan d'exécution et un modèle opérationnel pour la création et l'exploitation de la ZES transfrontalière, mais également d'identifier les principaux défis à relever pour faciliter la création et l'exploitation de la ZES transfrontalière. En outre, elle permettra d'élaborer un plan de financement et des stratégies de mobilisation de fonds, ainsi qu'une stratégie de promotion des investissements dédiés à la ZES transfrontalière.

L'étude de pré faisabilité devrait durer 6 mois et son coût est estimé à 750 000 dollars américains. Elle sera menée par Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), qui accompagne déjà plusieurs pays africains dans la création de leurs zones économiques spéciales ou industrielles.

En référence au Plan Directeur d'Industrialisation du pays qui se décline en trois étapes, à savoir la redynamisation des industries existantes et la création des parcs agro-industriels, la modernisation des industries existantes et l'attrait des nouveaux capitaux, et l'appropriation de la technologie et la production de nouvelles connaissances, le gouvernement a amorcé la première étape de la trajectoire industrielle en créant les parcs agro-industriels. Cette étude de pré faisabilité

confirmera que le chemin vers l'industrialisation de la RDC passe par l'énergie électrique et par la construction d'infrastructures routières et ferroviaires. Il est évident que la création de cette zone économique spéciale nécessitera une forte consommation d'énergie et dépendra de l'acheminement des matériels et consommables indispensables à son développement. Ainsi, le déficit énergétique devrait être impérativement comblé avant d'entamer les autres étapes du séquençage du schéma directeur de l'industrialisation.

Toutefois, pour que cette démarche d'étude de préfaisabilité de la zone économique spéciale (ZES) pour le projet de chaîne de valeurs des batteries et véhicules électriques puisse aboutir, il est important de mettre en place certains préalables et garde-fous:

1. **Un cadre réglementaire et institutionnel solide** : il est nécessaire d'avoir un cadre réglementaire et institutionnel qui soit favorable à l'investissement, à la création de nouvelles entreprises et à la croissance économique. Le gouvernement doit donc s'assurer que les lois et réglementations en place favorisent la création de la ZES, tout en garantissant la protection de l'environnement, des travailleurs et des communautés environnantes.
2. **La mise en place d'infrastructures adéquates** : la création de la ZES nécessite une infrastructure adéquate, y compris des routes, des ponts, des réseaux électriques, des réseaux de communication et d'autres infrastructures de soutien. Les gouvernements doivent s'assurer que ces infrastructures sont en place et qu'elles sont capables de répondre aux besoins de la ZES.
3. **La mobilisation de financements** : la mise en place d'une ZES nécessite des financements importants, notamment pour la construction des infrastructures et des installations nécessaires. Les gouvernements doivent donc mobiliser les

financements nécessaires auprès des institutions financières internationales, des investisseurs privés et des partenaires de développement.

4. **La promotion de l'investissement privé** : la création d'une ZES doit être accompagnée par une promotion active de l'investissement privé. Les gouvernements doivent donc mettre en place des politiques d'incitation pour encourager les entreprises à investir dans la ZES, notamment en offrant des avantages fiscaux et d'autres avantages.
5. **La prise en compte des aspects environnementaux et sociaux** : la création d'une ZES peut avoir des impacts environnementaux et sociaux importants. Les gouvernements doivent donc s'assurer que ces aspects sont pris en compte dès la phase de planification, afin de minimiser les impacts négatifs et de maximiser les impacts positifs de la ZES.

En résumé, pour que cette démarche aboutisse, il est essentiel de mettre en place un cadre réglementaire et institutionnel solide, des infrastructures adéquates, des financements suffisants, une promotion active de l'investissement privé, et de prendre en compte les aspects environnementaux et sociaux. Cela permettra de garantir le succès de la création de la ZES pour le projet de chaîne de valeurs des batteries et véhicules électriques et contribuera ainsi au développement économique de la région.

### II.1.3 Dynamique des prix

Durant le mois de mars 2023, les prix ont globalement évolué à la hausse comparativement à février 2023. Comme l'indique le tableau 1, les taux d'inflation (cumulée et englisement annuel) indiquent que les prix ont augmenté. Cette situation pourrait essentiellement s'expliquer par les évolutions observées dans les prix des produits alimentaires. La poursuite de l'invasion russe en Ukraine ainsi que l'inefficacité de politiques gouvernementales pourraient soutenir ce dérapage des prix.

Pour ce qui est du taux d'inflation en glissement annuel, il s'est situé à 17,08% à la deuxième semaine du mois de mars 2023, soit une hausse de 1,57% comparée à celui enregistré à la clôture de février 2023 où ce taux s'était fixé à 16,82%.

Quant au taux d'inflation cumulée, il s'est fixé à 4,74% à la deuxième semaine de mars 2023 contre 4,18% réalisé un mois plus tôt.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'inflation en mars 2023.

**Tableau 1 » ÉVOLUTION DE L'INFLATION (MARS 2023)**

	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Inflation en glissement annuel	Inflation annualisée
Semaine 1	0,27	4,46	17,00	28,68
Semaine 2	0,27	4,74	17,08	27,23
Semaine 3	-	-	-	-
Semaine 4	-	-	-	-

Source : BCC, mars 2023.

De plus, il y a lieu de préciser que d'autres faits importants pourraient davantage compromettre le cadre macroéconomique. Il s'agit notamment de (i) la situation d'insécurité à l'Est du pays occasionnant des déplacements massifs de population, des perturbations de l'activité économique dans les localités en proie aux affrontements ainsi que la perte de confiance des investisseurs vis-à-vis du pays ; (ii) la montée continue des prix des produits de base ; (iii) les dépenses à engager au cours de l'année électorale en cours pour l'organisation des scrutins ainsi que (iv) la poursuite de l'invasion russe en Ukraine avec ses conséquences sur la dynamique des prix des produits agricoles et énergétiques.

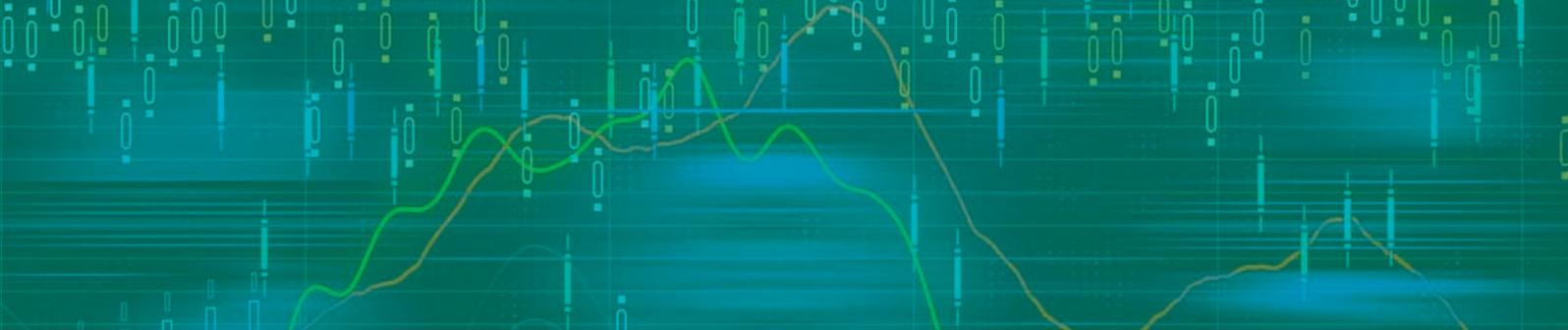
## II.1.4 Taux de change et réserves de change

Au cours de mars 2023, le taux de change s'est légèrement détérioré sur le marché interbancaire où il s'est établi à 2 036,90 à la troisième semaine de mars 2023 contre 2 036,23 en fin février 2023, soit une dépréciation de 0,03%.

Il en est de même sur le marché parallèle où le taux de change s'est situé à 2 326,30 à la troisième semaine de mars 2023 contre 2 301,67 un mois plus tôt, soit une dépréciation de 1,07%.

Il y a lieu de noter que la dépréciation constante du Franc congolais (CDF) sur le marché de change depuis le début de l'année 2023 a eu un impact sur la cherté de la vie en RDC et a érodé le pouvoir d'achat de la population congolaise. Cette situation est attribuable à une préférence des ménages congolais pour le dollar américain, malgré la stabilité du taux de change pendant des périodes précédentes. La dépréciation du CDF a également entraîné une panique chez les ménages congolais, augmentant ainsi le niveau général des prix. Cette situation comprime la demande solvable des ménages et affecte négativement l'offre globale, constituant ainsi un risque majeur pour la croissance économique.

Le système de taux de change flottant en RDC permet au prix de la détention des encaisses monétaires d'être fixé par les forces du marché. Toutefois, en cas de fortes pressions sur le marché de change, la banque centrale est appelée à intervenir pour préserver ses objectifs, notamment la stabilité du taux de change. La dépréciation du CDF entraîne une perte de pouvoir d'achat de la monnaie vis-à-vis du dollar et perturbe les anticipations des ménages, aggravant ainsi la hausse du niveau général des prix en RDC due au choc exogène de la guerre russo-ukrainienne.



Il est donc essentiel de mettre en place des politiques économiques visant à stabiliser le taux de change et à encourager la confiance dans la monnaie nationale. Ces politiques peuvent inclure des mesures visant à encourager les paiements en monnaie nationale, ainsi que des politiques pour augmenter les exportations de

ressources naturelles pour accroître l'offre de devises sur le marché de change. Il est également important de mettre en place des politiques macroéconomiques pour soutenir la croissance économique et réduire la dépendance de la RDC aux fluctuations des prix des matières premières.

**Tableau 2 » ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE**

	Clôture février 2022	Mars 2023			Variation février-mars 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
Marché interbancaire	2 036,23	2 036,48	2 037,56	2 036,90	0,03%
Marché parallèle	2 301,67	2 299,17	2 305,00	2 326,30	1,67%

Source : BCC.

S'agissant des réserves de change, elles se sont situées à un niveau quasi-identique à celui de fin février 2023. Elles se sont situées à 4,27 milliards d'USD à la deuxième semaine de mars 2023, soit une hausse de 1,67% comparativement à fin février 2023 où elles étaient établies à 4,20 milliards d'USD. Rapporté en nombre de mois d'importations, il s'établit

que l'économie congolaise a connu une baisse non significative de sa capacité de fin février 2023. La couverture des importations par les réserves de changes est passée de 2,32 mois à 2,31 mois entre fin février 2023 et la deuxième semaine de mars 2023, soit une baisse de 0,43%.

**Tableau 3 » ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE CHANGE**

	Clôture février 2023	Mars 2023			Variation février-mars 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
En milliards de USD	4,20	-	4,27	-	1,67%
En mois d'importations	2,32	-	2,31	-	-0,43%

Source : BCC.

### II.1.5 Finances publiques

D'après les dernières statistiques du CTR (Ministère des Finances), il ressort qu'à la troisième semaine de février 2023, le Trésor public a été confronté à un déficit de 118 697,00 millions de CDF. Cette situation est due à une

augmentation des dépenses publiques à hauteur de 1 000 745,00 millions de CDF, tandis que les recettes ne se sont élevées qu'à 882 048,00 millions de CDF.



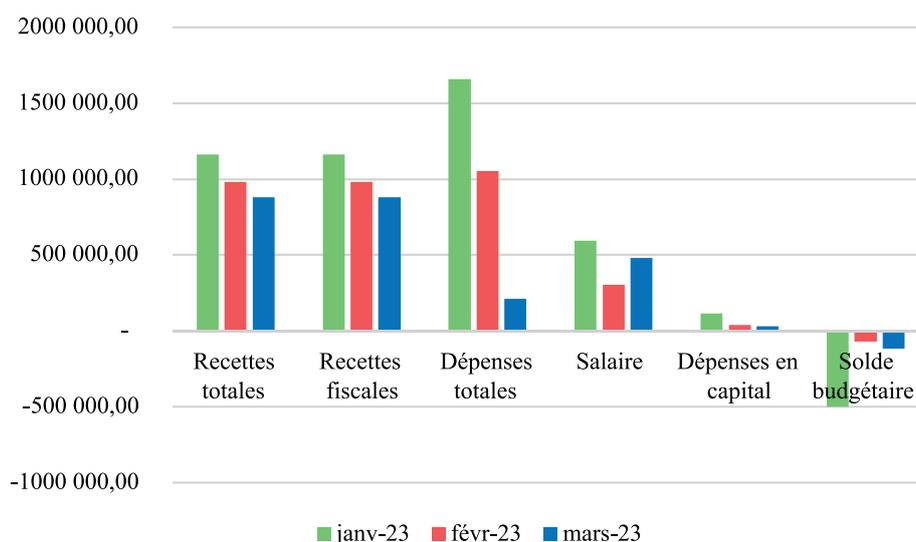
Dans le courant de ce mois de mars 2023, les recettes fiscales ont atteint 670 636,00 millions de CDF, alors que les dépenses engagées pour les salaires des fonctionnaires ont totalisé 482 414,00 millions de CDF, représentant ainsi 48,21% des dépenses publiques totales. Il convient de noter que les dépenses en capital ont atteint 28 759 millions de CDF, soit 2,87% des dépenses totales.

Face à cette situation, le gouvernement congolais devrait concentrer ses efforts sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques ainsi que sur l'augmentation des recettes fiscales pour garantir un paiement régulier et suffisant des salaires des fonctionnaires dans les délais impartis. Ainsi, le

gouvernement pourrait explorer diverses options, telles que la réduction des coûts opérationnels, l'optimisation des dépenses fiscales et la mise en place de politiques fiscales efficaces pour stimuler les recettes publiques.

De plus, le gouvernement pourrait envisager des réformes institutionnelles pour renforcer la gouvernance fiscale, améliorer la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources publiques, et renforcer la lutte contre la corruption et les fraudes fiscales. Enfin, la mobilisation des ressources internes et externes pourrait être considérée pour soutenir les projets de développement et aider à résoudre les défis économiques et financiers actuels du pays.

**Figure 9 » AGRÉGATS DU SECTEUR PUBLIC AU MOIS DE MARS 2023 (EN MILLIONS DE CDF)**



L'analyse graphique ci-dessus met en évidence une tendance baissière des recettes fiscales entre janvier et la troisième semaine de mars 2023. Les dépenses, quant à elles, ont évolué de manière erratique, avec

une tendance baissière marquée pour les dépenses en capital, déjà à un niveau très bas, et une évolution en dents de scie pour les salaires.

L'accumulation de déficits tout au long du premier trimestre de 2023 est particulièrement préoccupante et laisse présager une faiblesse de la gouvernance des finances publiques en République Démocratique du Congo (RDC). Il est possible que cette situation résulte de la combinaison de facteurs tels que des politiques fiscales inadaptées, une gestion inefficace des dépenses publiques, des inefficiences dans la collecte des recettes fiscales et des problèmes de gouvernance dans son ensemble.

Il est important que le gouvernement congolais prenne des mesures pour inverser cette tendance et renforcer la gouvernance des finances publiques. Pour cela, il pourrait envisager de mettre en place des politiques fiscales plus efficaces, de réduire les coûts opérationnels, d'améliorer la collecte des recettes fiscales et d'optimiser les dépenses fiscales.

En outre, il est essentiel de renforcer la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources publiques en mettant en place des mesures de lutte contre la corruption et les fraudes fiscales, ainsi que des réformes institutionnelles pour renforcer la gouvernance fiscale.

Il est également important de noter que la faiblesse des finances publiques peut avoir des conséquences négatives sur la stabilité macroéconomique et la croissance économique. Par conséquent, il est crucial pour le gouvernement congolais de prendre des mesures rapides et efficaces pour redresser la situation et préserver la stabilité économique à long terme.

### Encadré 3. Que retenir de la baisse actuelle du cours mondial du cobalt ?

D'après Cobalt Institute du Royaume-Uni, le besoin en cobalt a augmenté de 63% l'année dernière. Cet accroissement de la demande est essentiellement lié à la production croissante des véhicules électriques. Cependant, et contre toute prédiction, il s'est observé une baisse significative du prix du métal bleu sur le marché international. En effet la tonne métrique du cobalt est passé de 81.841\$ en 2022 à 33.756\$ à fin mars 2023.

Cette baisse soudaine du prix du cobalt est attribuable à la faible demande mondiale et à l'utilisation croissante du nickel, du phosphate de fer et du lithium par la Chine dans la production de batteries électriques, qui relègue le cobalt au second plan. Elle met en péril les finances publiques de la République Démocratique du Congo (RDC), premier producteur mondial de ce métal.

Cela suscite de graves inquiétudes pour l'économie de la RDC, qui dépend principalement de l'extraction minière. Bien que l'Indonésie soit devenue le deuxième producteur mondial de cobalt, la menace pour la RDC est plutôt la substitution du cobalt par le lithium dans la production de batteries.

Si la RDC était organisée et exploitait le plus grand gisement de lithium au monde à Manono, la substitution du cobalt ne serait pas une préoccupation majeure. Cependant, le lithium de Manono n'est pas encore exploité, ce qui contribue à faire de la RDC un pays à problèmes plutôt qu'une solution, comme le prétendent les discours officiels déconnectés de la réalité.

Pour faire face à cette situation, il est recommandé à la RDC de diversifier son économie pour ne plus dépendre principalement de l'extraction minière, et de mettre en place des politiques d'industrialisation efficaces pour stimuler la production et l'exportation de produits manufacturés à forte valeur ajoutée. Il est également important de promouvoir la recherche et le développement de technologies de batteries alternatives pour réduire la dépendance du pays à l'égard du cobalt. Enfin, il est crucial de travailler avec les principaux acteurs mondiaux de la production de cobalt et de lithium pour trouver des solutions durables à long terme et garantir un approvisionnement stable pour le marché mondial des batteries.

**Figure 10 » ÉVOLUTION DU COURS MONDIAL DU COBALT**

Source : Metalradar.

## II.2 Evolution de la situation politique

L'actualité politique du mois de mars 2023 a été dominée spécifiquement par les faits présentés ci-dessous :

### 1. L'insécurité à l'est de la RDC

La situation sécuritaire dans la partie Est n'a pas connu d'évolution significative, en ce qu'en dépit des recommandations du processus de Nairobi et de Luanda qui appellent notamment à un cessez-le-feu des groupes rebelles, des combats entre le M23 et les forces gouvernementales ont été signalés pendant ce mois, entraînant un déplacement massif et constant des populations civiles qui vivent un véritable drame humanitaire.

En effet, c'est dans la nuit du 27 mars 2022 que les insurgés du M23 ont lancé une nouvelle offensive au Nord-Kivu, attaquant d'abord les villages de Tshanzu et Runyoni dans le territoire de Rutshuru depuis leurs

fiefs des collines environnantes, progressant ensuite dans leur aventure, envahissant plusieurs localités, au point de menacer la quiétude des populations de la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

D'ailleurs, une énième réunion du Conseil de sécurité des Nations-Unies s'est tenue à New-York, le mercredi 29 mars 2023, au cours de laquelle la Grande-Bretagne a condamné la progression du groupe rebelle M23 et a exigé la fin immédiate de tout soutien extérieur à ce groupe armé.

La France a aussi fait une déclaration allant dans ce sens, saluant notamment les efforts de la force régionale des Etats d'Afrique de l'Est dont le déploiement se poursuit dans la partie orientale de la RDC.

A cet effet, le chef de la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies qui a séjourné en République démocratique du Congo (RDC), a déclaré « *qu'il est important d'agir, il est important que les groupes*

*armés, quels qu'ils soient, cessent leurs activités. Que tous participent au processus politique, que les groupes étrangers se retirent, que ceux soutenus par l'étranger se retirent aussi et que la paix revienne enfin en RDC* ». Il a fait remarquer que la visite du Conseil de sécurité s'effectuait dans un contexte difficile, parce que les groupes armés étaient toujours actifs dans l'est de la RDC et continuaient de causer des dommages graves aux populations, entraînant une crise humanitaire sans précédent y compris les pillages des ressources naturelles de la RDC.

Face à cette situation difficile, le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé à un dialogue serein et accru entre les deux pays à savoir la RDC et le Rwanda, en faveur d'une paix durable dans la région, recommandant instamment la mise en œuvre rapide des résultats des processus de Luanda et de Nairobi, ainsi que du communiqué du mini-sommet de Luanda du 23 novembre 2022.

Réagissant à cette recommandation du Conseil de Sécurité, Luc Kabunangu, cadre et deuxième vice-président de la jeunesse professionnelle de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), s'est catégoriquement opposé à la proposition du dialogue entre les rebelles du M23 et la RDC. Aussi, face à la presse le mardi 14 mars 2023 à Kinshasa, il a fait remarquer qu'il est dommage que l'on reconnaisse l'incursion des troupes rwandaises mais qu'on demande à la RDC de négocier ; situation qui renforce la suspicion de la population congolaise sur l'ONU et son exigence du départ de la MONUSCO. Par ailleurs, rejetant ce qu'il a qualifié d'injustice, Mr Luc a poursuivi et annoncé qu'aucune infiltration des rwandais dans nos services de sécurité et les institutions de la République pour faciliter le pillage des ressources naturelles de la RDC, ne sera tolérée.

Pour sa part, face à la situation sécuritaire devenue quasiment ingérable à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), l'honorable Gratien Iracan, un député élu de la circonscription électorale de

Bunia en Ituri et cadre d'Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, souhaite que Félix Tshisekedi ne puisse pas se représenter aux élections prochaines qui pointent déjà à l'horizon, soutenant au cours d'un point de presse tenu à Goma le 25 mars que « Félix Tshisekedi ne devrait pas se représenter aux élections présidentielles prochaines pour protéger son honneur », en arguant qu'avant d'expliquer qu'aujourd'hui « on ne peut pas accompagner un citoyen congolais responsable des massacres de population (...) responsable des vols et viols ».

Au cours d'un échange sur la situation sécuritaire dans la partie Est de la République démocratique du Congo qu'il a eu lundi 20 mars avec les deux présidents du Parlement congolais, l'ancien Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin a, pour sa part, affirmé être très sensible à la situation qui sévit dans l'est de la RDC, lançant ainsi un appel à la communauté internationale à « s'impliquer véritablement pour le retour de la paix » dans cette partie du pays.

De son côté, intervenant au cours de la session ordinaire du Conseil des ministres de la SADC, dont il a procédé à l'ouverture le samedi 18 mars à Kinshasa, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a appelé ses pairs à la solidarité face à l'agression rwandaise, évoquant à l'occasion, le drame humanitaire lié à la situation sécuritaire dans l'est du pays. Cette solidarité sous-régionale est vivement attendue par la RDC, comme cela a déjà été le cas par le passé, dans la lutte contre la menace que représente l'agression rwandaise sur un membre de la fratrie SADC. Car, l'instauration de la paix et de la sécurité durables dans la partie est de la RDC est non seulement bénéfique à la RDC mais aussi à l'ensemble de la région de la SADC, du fait qu'elle permet à la communauté de réaliser ses objectifs.

Evoquant la question de l'agression lors de l'ouverture de la session ordinaire de mars 2023, le président de l'Assemblée nationale a fustigé l'attitude du président rwandais qui a mis en place un régime de terreur qui

vit des richesses du sang des Congolais, en se faisant même classer sans honte ni vergogne parmi le premier producteur de coltan du monde alors qu'il n'a pas ce type de minerais sur son territoire.

Par ailleurs, le Président Mboso a dénoncé la passivité de la Force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) face aux avancées de la coalition RDF-M23 au Nord-Kivu. Pour lui, il s'observe de manière ostentatoire que cette force « tarde à exercer le mandat offensif en appui aux FARDC, mandat pour lequel elle a été déployée sur le terrain ». La coalition des armées est-africaines offre désormais au peuple congolais l'image des troupes en villégiature sur le théâtre des opérations militaires, au lieu de s'engager à faire la guerre. « Leur présence sur le territoire de la RDC risque de devenir inutilement onéreuse, et son impact devra faire l'objet d'une évaluation froide afin que des conséquences en soient tirées et des mesures correctives idoines qui s'imposent soient prises », a-t-il précisé. Aussi, face à cette situation, Mboso a appelé le peuple congolais à la vigilance et à la résistance.

A propos de cette mission des forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) sur le sol congolais, la présidente de la République de Tanzanie Samia Suhulu, a fait savoir que le contingent tanzanien déployé présentement dans l'est de la RDC opère pour le maintien de la paix, contrairement à l'accord de Luanda, qui précise que les forces de l'EAC avait reçu une mission offensive en cas de non-respect du cessez-le-feu par le M23.

Selon le vice-premier ministre de l'Intérieur sortant, à l'instar de l'EAC, le contingent angolais qui est en train de se déployer dans la partie Est, n'a pas une mission offensive. A cet effet, bien d'observateurs pensent que, les pays de la région qui refusent d'appliquer la force pousseraient Félix Tshisekedi à négocier avec le M23.

Au terme de la marche de l'opposition organisée par trois partis de l'opposition ( Ecide de Martin Fayulu,

Ensemble de Moise Katumbi et LGD de Matata Ponyo), le samedi 11 mars, Martin Fayulu, avait demandé au président rwandais Paul Kagame de retirer ses éléments du M23 du sol de la République démocratique du Congo et invité la communauté internationale à sanctionner le Rwanda. Martin Fayulu a soutenu avoir marché pour rappeler que les Congolais sont unis et un seul peuple et qu'aucun centimètre carré de notre pays ne sera pris par nos ennemis.

Enfin, pour sa part, le Président Félix Tshisekedi a invité la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU, en visite en République démocratique du Congo, à prendre ses responsabilités face à la situation sécuritaire dans l'Est marquée par l'agression rwandaise ».

## 2. Les réactions après la publication du gouvernement SAMA II

C'est depuis le vendredi 24 mars 2023 que le gouvernement Sama Lukonde 2 a été rendu public, fort de ses 58 membres, dont 16 sont des femmes, marquant ainsi un pas décisif dans l'application de la parité consacrée par la Constitution.

Les réactions enregistrées sont particulièrement celles relatives à la taille de l'équipe ainsi qu'à la volonté manifeste de contribuer à résoudre les défis sociaux.

En effet, alors que le gouvernement Sama 1 était composé de 56 membres, beaucoup des congolais s'attendaient à voir cette taille réduite, d'autant plus que son impact sur le terrain et dans l'assiette du Congolais était quasiment nul.

Au vu de la taille de la nouvelle équipe, bon nombre d'observateurs bien avisés, renvoie aux calendes grecques la réduction de train de vie des institutions politiques du pays tant évoquée et par Félix Tshisekedi et par les députés nationaux et ministres membres de l'Union sacrée de la Nation.

Les premières conclusions semblent attester un manque de volonté du Président de la République de mettre en exécution ce que lui-même a prôné depuis plusieurs mois, surtout qu'il était bien possible de fusionner certains ministères pour faciliter leur réduction en nombre.

Comme il fallait s'y attendre, ce remaniement du gouvernement ne pouvait laisser l'opinion indifférente, laquelle a réagi dans l'un ou l'autre sens.

Pour le Professeur Devos Kitoko, haut cadre de la plateforme politique Lamuka et secrétaire général du parti politique Ecidé de Martin Fayulu Madidi, le remaniement ministériel opéré par le Président de la République est un non-événement et ses animateurs constituent un cabinet de sa campagne électorale pour les élections futures. Il a poursuivi en affirmant que ce gouvernement est une chronique d'échec annoncé à ceux qui ont accédé frauduleusement au sommet des institutions de la République démocratique du Congo. D'après lui, ceux qui viennent de l'intégrer ne sont pas crédibles au regard de tout ce qui s'est passé dans notre pays dont le procès public de 100 jours où tous les Congolais étaient informés de détournement de plus de 50 millions de dollars américains qui n'ont jamais été restitués au trésor public pendant que des acquittements de ces coupables et auteurs ont été prononcés.

Pour sa part, Mr Ghislain Kalwa, porte-parole et haut cadre de concertation de la société civile du Haut-Katanga, a indiqué que face aux attentes de la population, les doutes planent sur les aptitudes de ce nouveau gouvernement.

Pour les mouvements citoyens, ce gouvernement est simplement électoraliste, avec comme constat majeur, non seulement l'entrée de nouvelles figures, notamment, au niveau de l'intérieur, de la défense, et

de l'économie, mais aussi et surtout une absence totale de l'opposition.

Le président du Réseau panafricain de lutte contre la corruption, Jimmy Kande, a quant à lui fustigé la nouvelle configuration du gouvernement Sama, en soutenant que « *Tous les défis n'ont pas besoin qu'on puisse faire des choix sur base des intérêts politiques, mais qu'on puisse mettre en place des hommes de qualité, des hommes qui sont convaincus de la bonne gouvernance* ».

A cet effet, cet acteur pense que les organisations, comme l'ODEP, qui travaillent sur les questions de finances publiques et marchés publics ont clairement démontré quelle était la qualité de gens comme notamment monsieur Vital Kamerhe.

Du côté de ceux qui tentent d'expliquer la logique et les objectifs assignés à la nouvelle équipe, Monsieur Gabriel Kamba pense que ce remaniement semble découler d'une logique de refus du dictat des maîtres du monde (les occidentaux).

Pour lui, les rebelles du M23, les ADF et autres ne sont que des moyens de pression des maîtres du monde pour qui le mandat du président de la République est le résultat des accords qu'il refuse de respecter. En effet, la position des autorités sur les richesses du pays n'arrange pas les grandes puissances du monde. De son point de vue, la présence des figures emblématiques comme Bemba, Kamerhe et Mbusa traduit la volonté de constituer un front des nationalistes pour résister à la pression internationale.

Intervenant pour le compte du parti politique Ensemble pour la République au cours d'une conférence de presse Francis Kalombo, l'un des communicateurs du parti politique de Moïse Katumbi, a estimé « qu'il n'y a rien de nouveau dans ce gouvernement ». A l'en croire, la nouvelle équipe du Premier-ministre Sama Lukonde

ne va que poursuivre « une politique qui a montré ses limites ».

Pour la Sénatrice Francine Muyumba, la nouvelle équipe gouvernementale mise en place par le président de la République, Félix Tshisekedi à neuf mois des élections, marquant la fin de son quinquennat, n'arrivera pas à répondre aux attentes des Congolais, et elle a rappelé au régime Tshisekedi que c'était déjà l'heure du bilan.

Pour l'élue du FCC, la présence des leaders (Bemba, Kamerhe et Mbusa Nyamwisi) dans ce gouvernement ne changera rien, car, les présidents de l'UNC et du MLC ont toujours pris part à la gouvernance par le canal de leurs collaborateurs. Et de conclure que les Congolais n'ont rien à espérer de ce partage du pouvoir. Ce qui n'a pas été fait dans 4 ans et demi ne se fera pas dans 9 mois. C'est le moment de rendre compte. Il n'y a rien de nouveau, ils étaient là pendant 4, 5 ans à travers leurs disciples ».

### **3. La programmation du projet de loi Tshiani au calendrier de la session de mars 2023**

Quelques jours avant l'ouverture de la session parlementaire de mars, deux propositions de lois initiées par l'élu du peuple Nsingi Pululu, suscitent des réactions dans l'opinion publique nationale. La première porte sur la nationalité tandis que la deuxième porte sur la révision de la constitution.

Selon l'article 24 de la proposition de loi sur la nationalité dite « Loi Tshiani », « pour des raisons de loyauté et de fidélité à la nation congolaise, l'exercice de la fonction du président de la République, du président de l'Assemblée nationale et celui du Sénat, n'est réservée qu'aux seuls Congolais nés de père et mère ».

Ces deux propositions de loi alignées au calendrier de ladite session, adoptée par la Plénière de l'Assemblée nationale, feront l'objet des débats et probablement suivis de vote de ces deux importants textes qui, aux dires de plusieurs analystes nationaux et internationaux sont de nature à exclure certains adversaires politiques, dont notamment Moïse Katumbi qu'on tenterait d'empêcher à postuler à la Présidentielle de 2023.

Dans une tribune intitulée : « *Ma vision de l'unité nationale contre une loi scélérate de discrimination* », le député Delly Sesanga et Candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2023, estime que cette proposition de loi est une initiative aux apparences nationalistes, et dont l'enjeu purement électoraliste est loin d'être national ». Aussi, a-t-il alerté que la démarche est celle d'un groupe privé qui a ravalé les Institutions et n'instrumentalise plus leurs dépouilles qu'aux fins inavouées de conservation de pouvoir par la restriction de l'espace politique. Mais dont la menace est nationale ».

Par ailleurs, soutint-il, ce genre d'initiatives se révèle complice en ce qu'il alimente indirectement les revendications de ceux qui, dans le même objectif, visent à entretenir le conflit et à donner voie à la balkanisation de notre pays ». Il recommande ainsi que « *Tous ceux qui portent ces types d'initiatives soient regardés comme ennemis de la République, de la paix et de la stabilité de notre pays, et qui méritent la réprobation totale de tous les démocrates et combattus comme tels* ».

La sénatrice Francine Muyumba a affirmé, quant à elle, que « *la question de la Congolité a déjà été vidée de toute substance par la Constitution* ».

Pour elle, il est crucial de mettre un terme à la crise identitaire qui prend des proportions inquiétantes en République démocratique du Congo. Elle a rappelé que la priorité doit être de résoudre les véritables problèmes des Congolais.

Alors que le parti Ensemble pour la République a officiellement dénoncé une initiative visant à écarter son leader Moïse Katumbi de la présidentielle, qui serait d'un parent étranger, Noël Tshiani qui est l'initiateur de ladite loi, a fait remarquer que son texte « réserve les postes de souveraineté pour les Congolais d'origine, nés de père et de mère congolais pour des raisons de loyauté au pays, tout en reconnaissant le droit à tous les autres postes sans limitation ».

Pour ce faire, Noël Tshiani a appelé les députés nationaux à mettre en avant le patriotisme, l'amour du pays et la volonté du peuple pour voter massivement cette loi afin de protéger la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la RDC. Aussi, s'est-il dit prêt à affronter directement l'ancien gouverneur de l'ex-Katanga dans un débat.

De son côté, Jean-Claude Muyambo, candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle, a qualifié celle proposition de loi de discriminatoire, allant jusqu'à brandir des menaces de porter plainte contre les initiateurs de la proposition de loi Tshiani. Pour lui, cette loi est de nature séparatiste et ne contribue pas à la cohésion nationale.

Enfin, dans un communiqué publié le vendredi 24 mars 2023, l'Association Congolaise pour l'Accès à la Justice (ACAJ) a dénoncé la réforme qui s'annonce à l'Assemblée Nationale, de la loi électorale en ses dispositions relatives aux conditions d'éligibilité de certains citoyens à la présidence de la République, essentiellement à la nationalité. À l'en croire, cette disposition est de nature à violer la constitution de la République. Par ailleurs, l'ACAJ craint sérieusement que cette réforme ne remette en cause la fragile

unité nationale maintes fois mise à l'épreuve par des frustrations réelles ou supposées. Aussi, l'ACAJ appelle-t-elle les Congolais à réaffirmer leur détermination afin de sauvegarder et de consolider l'indépendance et l'unité nationale.

#### 4. Le processus électoral

Faisant le point sur la question de l'enrôlement des électeurs en cours, Didi Manara, deuxième vice-président de la CENI, a indiqué que 34.444.251 électeurs se sont déjà fait enrôler, soit 70% des 49.382.552 électeurs attendus dans les trois aires opérationnelles.

Malgré ces chiffres atteints, il est fait état d'inquiétudes quant à la capacité de la centrale électorale de tenir à ses promesses, notamment pour des raisons d'ordre logistique qui dépendent totalement du financement des opérations.

En effet, lors de l'ouverture de la session de mars, le Président de l'Assemblée Nationale a profité de l'occasion pour inviter le Gouvernement à disposer les ressources financières prévues pour la CENI dans la Loi de finances, affirmant que « toute assistance technique, logistique et financière de la communauté internationale est aussi la bienvenue ».

Quelques semaines auparavant, le Président de la CENI s'est plaint du financement du processus électoral, affirmant lors d'une interview au mois de février, que son institution n'a pas touché les frais de fonctionnement depuis le mois d'octobre 2022 pendant que les frais des scrutins ont été utilisés pour les opérations d'enrôlement des électeurs.

Sur cette question du processus électoral, les réactions enregistrées dans la classe politique concernent d'une part les chiffres avancés par la CENI qui font l'objet de contestations allant jusqu'à alléguer des fraudes électorales en amont, et d'autre part, la capacité de

la CENI de tenir au respect du calendrier et des délais constitutionnels sur la tenue des scrutins.

Pour le parti Ensemble pour la République de l'opposant Katumbi, « *quel qu'en soit le prix, la durée constitutionnelle des mandats électifs n'est pas une question négociable* ». A cet effet, ce parti accuse auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, le régime Tshisekedi pour s'être offert « *une CENI et une Cour constitutionnelle soumises à sa volonté de fraude électorale et des résultats arrangés d'avance* ».

Pour sa part, Mr Corneille Naanga, ancien président de la CENI a vivement critiqué ce processus qu'il a qualifié de « *vaste blague, problèmes techniques, amateurisme, des chiffres publiés couronnés de mensonges et une mauvaise qualité de la carte d'électeur délivrée par la CENI de Denis Kadima* »

Face à ces critiques, l'ancien candidat président de la République, Alain Daniel Shekomba, conseille à Corneille Nangaa d'avancer des critiques constructives en tant que technicien et l'invite à ne pas les faire pour des raisons qui sont sacrément politiques. « Si Corneille Nangaa fait des critiques constructives envers la centrale électorale comme technicien, ce n'est pas un problème, en disant critiques constructives, je parle des éléments qui peuvent permettre d'améliorer les opérations d'enrôlement des électeurs, de vote et publication des résultats, pour éviter d'avoir les élections chaotiques, comme celles que nous avons eu en 2018, quand il était Président de la CENI. Mais s'il le fait pour des raisons politiques, ça ne sera pas à son avantage, parce qu'il y a aussi beaucoup à dire sur sa gestion des opérations électorales en 2018. Il le sait très bien, la CENI est un organe technique apolitique », a-t-il dit.

Fort du travail mené par la Commission de suivi, de surveillance des opérations électorales et de lutte contre la fraude électorale «CSOL/Lamuka», relativement à l'évolution des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs, rendu public au cours de

ce mois de mars, la coalition politique Lamuka a pu retracer les faiblesses rencontrées lors de ces opérations dans les provinces de l'AO1 dont, Kinshasa, Kwilu, Kongo-Central, Mai-Ndombe, Kwango, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Équateur.

«Vu l'opacité qui caractérise la CENI de monsieur KADIMA, malgré notre demande d'accréditation des témoins adressée à la CENI en date du 22 décembre 2022, qui est restée sans réponse, notre commission s'est battue pour obtenir les différents indicateurs qui vont nous permettre de comprendre tant soit peu les faiblesses, mais aussi la logique obscure de la CENI ».

Dans ce document, Lamuka dénonce la non ouverture, pour des raisons inexplicables, de certains centres d'enrôlement dans certaines provinces, *l'enrôlement massif des étrangers*, notamment centrafricains principalement dans la province du Nord-Ubangi, *le retard dans le déploiement des agents de la CENI* dans certains centre de la province du Kwango, *le dysfonctionnement de matériels électoraux, notamment dans le Mai-Ndombe, l'insuffisance de kits électoraux* dans la province du Kongo-Central, pour ne citer que ceux-là.

Par ailleurs, cette coalition politique fait remarquer : (a) une augmentation spectaculaire du nombre des centres pour l'espace Grand-Kasaï (Kasaï 327%, Kasaï-Central 67%, Lomami 64%), dont le Président Félix Tshisekedi est originaire ; (b) aucune augmentation significative pour la province du Kwilu 0,01% ; (c) un grand changement sur la configuration du nombre des enrôlés et par conséquent des sièges au niveau de l'Assemblée nationale ; (d) la province du Kwilu perd 8 sièges, passe de 29 en 2017 à 21sièges en 2022. Alors que la province du Kasaï multiplie ses sièges par 3, passant de 19 à 58 sièges au niveau national. Pour conclure, si la province du Kwilu perd 28 % de ses sièges, le Grand-Kasaï gagne 57 % paradoxalement le double des sièges perdus par la province du Kwilu ; passant de 127 sièges à 2022 contre 81 en 2017 ; (e) le Grand-Bandundu (Kwilu,

Kwango, Maïdombe) paye le prix de sa résistance au régime actuel de Kinshasa en perdant finalement au total 7 sièges ; ayant 53 sièges en 2018, le nombre de ses sièges est estimé à 47 pour 2023. Tel est donc le décor planté pour les élections de décembre 2023.

Pour cette coalition, la majorité du personnel de la centrale électorale affectée à ces opérations sont impayés. Situation qui pousse certains à plonger dans le monnayage de services auprès de la pauvre population. Par ailleurs, l'inexpérience de certains découlerait du non-respect des résultats de concours de sélection des candidats ce qui a entraîné des longues files d'attente.

Enfin, tout en fustigeant « l'opacité de la CENI vis-à-vis des partis politiques de la résistance », quant à l'accès libre à l'information et aux données, la coalition doute de la transparence, de la crédibilité, des suspensions quant au nombre des kits affectés dans différents centres contrairement à ce qui était prévu et de l'impartialité dans l'organisation des élections à venir.

Au-delà des critiques formulées sur le processus, la coalition Lamuka estime qu'en cas de non tenue des élections dans le délai constitutionnel, une transition de 3 à 4 mois devrait être mise en place, et dont les animateurs (faisant partie du gouvernement de transition) ne participeront pas aux prochaines élections.

Sur cette question, Franck Diongo, président du MLP (Mouvement Lumumbiste Progressiste) a soutenu que : « Dans ce cas, l'on devrait avoir une très courte transition sans Tshisekedi ». Pour lui, il ne devrait y avoir un quelconque glissement en République Démocratique du Congo en cas de non-tenu des élections.

Pour sa part, le bâtonnier Jean-Claude Muyambo, président national du parti politique, la SCODE, et candidat à la présidentielle prévient qu'aucune seconde ne sera accordée au régime pour le glissement.

Du côté PPRD, c'est Ferdinand Kambere, son Secrétaire Permanent Adjoint, qui a dénoncé les pratiques de fraude, de tricherie et les opérations d'enrôlement elles-mêmes sous la houlette de Denis Kadima.

Ce cadre du PPRD a, à l'occasion, prédit l'échec de Denis Kadima d'organiser des élections transparentes, libres, démocratiques et inclusives, en soulignant que « si pour un cycle électoral dans l'aire opérationnelle 1, des individus continuent à se promener librement, en pleine journée sur 24 à Kinshasa, avec les matériels électoraux. Qu'en est-il de l'enrôlement à l'Est où les groupes armés font la loi sous EAC ? ».

Réaffirmant ne pas être concerné par le processus électoral, le PPRD est resté camper sur sa décision et reste favorable à la reprise des « discussions » entre majorité, opposition et société civile afin d'aplanir les divergences et d'aboutir à un « processus inclusif », qui serait suivie de la démission de toute l'équipe Kadima. Aussi, le Front commun pour le Congo (FCC) exige la « suspension immédiate » du processus électoral qui, conformément au calendrier de la CENI, doit déboucher aux élections présidentielles et législatives le 20 décembre 2023. Pour les observateurs avertis de cette coalition, les opérations menées par la CENI-Kadima sont « corrompues ».

Dans un communiqué rendu public par son président, Joseph Olenghakoyi, le Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre (CNSA) s'est exprimé sur l'évolution du processus électoral en République démocratique du Congo. Pour cette institution d'appui à la démocratie, il est regrettable de constater que le processus électoral, depuis la publication du calendrier électoral, se déroule en violation flagrante des lois. Pour preuve, le Cnsa a cité les découvertes des kits d'enrôlement, des cartes d'électeurs et des fiches d'enrôlement auprès des tierces personnes ...Et pour y remédier, cette institution a recommandé au gouvernement, la reprise des tripartites Cnsa, gouvernement et Ceni.

# 3. Perspectives politiques et économiques

## Sur le plan politique

La polémique suscitée par l'intervention de Denis Kadima, sur les difficultés financières que connaît la CENI, est de nature de conforter ceux qui émettent de doutes sur la tenue des scrutins aux dates indiquées dans le calendrier électoral.

L'heure semble à la préparation de la population à vivre le dépassement des délais constitutionnels. C'est ce qui justifie les déclarations de Félix Tshisekedi, à deux reprises (devant le Conseil des Droits de l'Homme et à l'occasion de la visite du Président Français Emmanuel Macron), a rappelé publiquement que le conflit à l'Est du Congo pouvait retarder le processus électoral en cours et reporter les élections générales, théoriquement prévues le 20 décembre prochain.

Alors que la Commission électorale (CENI) martèle que le scrutin se tiendra dans les délais, les allusions du chef de l'Etat font craindre une lente préparation de l'opinion publique à un « glissement » du calendrier électoral.

Le chef de l'Etat précise également que tout retard dans la phase d'enregistrement des électeurs « peut entraîner le retard dans le vote de la loi sur la répartition des sièges et donc un report du scrutin.

Les deux interventions présidentielles avaient essentiellement pour but de pousser la communauté internationale à faire pression sur le Rwanda, accusé de soutenir la rébellion du M23. La RDC cherche depuis des mois à faire adopter des sanctions contre Kigali pour son aide aux rebelles.

Mais les sorties médiatiques et répétées du président congolais sur le sujet ultra-sensible d'un possible « glissement » font craindre le risque d'une énième crise pré-électorale en gestation au Congo. Avec la dégradation de la situation à l'Est, la RDC est à la croisée de plusieurs chemins : (a) retarder le scrutin pour laisser

le temps à la sécurité de revenir, avec le M23 soutenu par le Rwanda qui défie toute la communauté internationale par des violations successives du cessez le feu et du refus de libérer les territoires occupés ; (b) procéder à un report technique qui pourrait être demandé par la Commission électorale, à condition que le président Denis Kadima, le patron de la CENI, dise rapidement la vérité pour anticiper ce report et réaménager le calendrier ; (c) proposer un « glissement » plus important du calendrier au vu de l'insécurité qui persiste à l'Est. Dans ce cas, le report du scrutin pourrait être plus long, de 1 à 2 ans, mais il faudrait alors négocier une transition politique pendant cette période, ce qui sera délicat, au vu des déclarations des ténors de l'opposition qui ne semblent pas accorder un seul jour de plus à Felix Tshisekedi du fait qu'il procède par le forcing dans tout ce qui fait (mise en place de la CENI et de la Cour constitutionnelle, des entreprises...) et s'en fout de tout ce qui pourrait arriver ; (d) exclure les électeurs du Nord-Kivu et de l'Ituri du scrutin, option de nature radicale, qui entraînerait la mise à l'écart d'une population d'environ 5 millions d'électeurs, soit 10% du corps électoral, situation politiquement intenable. Le fichier électoral détermine la répartition des sièges dans les assemblées ; et (e) organiser les élections dans les temps en enregistrant les électeurs avec le chaos technique observé lors depuis le début des opérations ainsi que des opérations électorales bâclées, surtout qu'il ne s'agit que d'un seul tour pour la présidentielle.

A cet effet, certains observateurs pensent que le président congolais n'a pas vraiment intérêt à faire « glisser » le calendrier. Par ailleurs, certains font enfin remarquer que Félix Tshisekedi n'est pas certain de pouvoir contenir une forte contestation en cas de report des élections.

Alors, élections reportées ou élections bâclées ? Pour l'instant, le conflit à l'Est, les retards dans l'organisation du scrutin, le manque de moyens financiers et l'absence de consensus politique dans la composition de la Commission électorale et de la Cour constitutionnelle font surtout redouter un scrutin sous haute tension et à l'issue plus que jamais incertaine.

### Sur le plan économique

La République démocratique du Congo (RDC) est confrontée à plusieurs défis économiques et sociopolitiques qui entravent son développement et ses perspectives de croissance. Les perspectives économiques du pays restent incertaines, compte tenu des divers obstacles à surmonter d'urgence. Il s'agit notamment de :

#### - ***La dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain***

La monnaie nationale de la RDC, le franc congolais (CDF), se déprécie par rapport au dollar américain depuis plusieurs années. Cette dépréciation a entraîné une hausse de l'inflation et une baisse du pouvoir d'achat de la population. En mars 2023, cette situation s'est exacerbée. Le CDF a franchi la barre de 2 500 pour un (1) dollar américain sur le marché parallèle, une situation très préoccupante. Pour y remédier, le gouvernement devrait adopter des politiques qui favorisent la diversification des exportations et réduisent la dépendance à l'égard des importations. Il pourrait également s'efforcer d'attirer les investissements directs étrangers (IDE) afin d'augmenter les réserves de devises étrangères et de stabiliser la monnaie. En outre, des mesures telles que des politiques monétaires et fiscales pourraient être mises en œuvre pour maintenir un taux de change stable.

#### - ***La hausse des prix dans plusieurs secteurs***

La hausse des prix dans plusieurs secteurs, notamment les télécommunications, les transports et les produits de base, a eu un impact significatif sur le pouvoir d'achat de la population. Le gouvernement pourrait mettre en

œuvre des politiques visant à promouvoir la stabilité des prix, telles que le contrôle des prix des biens et services essentiels, la subvention des produits de base et l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement. En outre, le renforcement de la concurrence dans ces secteurs pourrait contribuer à réduire les prix et à améliorer les services.

#### - ***Le coût élevé de l'organisation des élections***

La RDC devrait encourir des dépenses élevées pour organiser les élections présidentielles, législatives et municipales. Ces dépenses pourraient aggraver les déficits publics du pays et détériorer la situation économique. Le gouvernement pourrait adopter des mesures de réduction des coûts, telles que la réduction de la taille de la commission électorale et la rationalisation des dépenses liées aux élections. En outre, le gouvernement pourrait solliciter l'aide financière d'organisations internationales pour contribuer au financement du processus électoral.

#### - ***La précarité de la sécurité et de la situation humanitaire dans l'Est***

La précarité de la sécurité et de la situation humanitaire dans l'est du pays constitue un défi important pour la RDC. Le conflit entre les forces gouvernementales et les rebelles du M23 a provoqué des déplacements massifs de population et perturbé les activités économiques dans les zones touchées. En outre, le conflit a entraîné une perte de confiance des investisseurs dans le pays. Le gouvernement pourrait donner la priorité à la résolution du conflit et promouvoir la consolidation de la paix en renforçant l'État de droit, en améliorant la sécurité et en s'attaquant aux causes profondes du conflit. En outre, le gouvernement pourrait promouvoir les investissements dans les régions orientales afin de stimuler la croissance économique et le développement.

### - **La poursuite de l'invasion russe de l'Ukraine**

La poursuite de l'invasion russe de l'Ukraine a eu des effets négatifs sur la dynamique des prix agricoles et énergétiques en RDC. Le gouvernement pourrait adopter des mesures pour atténuer l'impact de cette situation sur l'économie du pays, telles que la promotion de la diversification agricole et la réduction de la dépendance à l'égard des produits énergétiques importés.

### - **Les déficits publics et la mauvaise gouvernance des finances publiques**

La RDC accumule les déficits publics et souffre d'une mauvaise gouvernance des finances publiques, caractérisée par des détournements de fonds dans plusieurs projets. Le gouvernement pourrait adopter des mesures pour améliorer la gestion des finances publiques, notamment en renforçant la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des fonds publics et en mettant en œuvre des mesures de lutte contre la corruption.

### - **La mise en place du nouveau gouvernement**

L'annonce récente du nouveau gouvernement congolais, Sama Lukonde 2, présente des défis à la fois économiques et politiques. L'une des principales préoccupations est la taille du gouvernement qui, avec 58 membres, est supérieure à la moyenne (de Gizenga 1 à Sama Lukonde 1). En effet, d'un point de vue économique, un gouvernement de cette taille peut avoir un impact négatif sur le progrès économique. En outre, les coûts associés à l'installation et à la sortie d'un nouveau gouvernement peuvent avoir des répercussions sur l'équilibre macroéconomique. La composition des dépenses du nouveau gouvernement peut également exacerber l'instabilité macroéconomique, qui est un problème persistant en RDC.

De plus, l'arrivée de nouveaux acteurs avec leurs propres équipes pourrait éroder la mémoire institutionnelle, ce qui ralentirait le fonctionnement de l'appareil d'État. Un autre défi est le calendrier, avec les élections qui se profilent dans quelques mois, et le risque que les acteurs politiques donnent la priorité aux processus électoraux par rapport à d'autres objectifs.

Pour relever ces défis, le nouveau gouvernement devrait donner la priorité à la réduction de son train de vie, ce qui aura un impact positif sur le progrès économique. Le gouvernement devrait également privilégier les dépenses qui permettent de fournir des services efficaces aux citoyens et réduire les dépenses liées aux salaires et aux traitements. En outre, le nouveau gouvernement devrait donner la priorité à la mémoire institutionnelle et éviter de l'éroder en limitant le nombre de nouvelles embauches et en veillant à ce que la passation des pouvoirs avec les ministres précédents se fasse dans de bonnes conditions. Enfin, le gouvernement devrait élaborer des politiques qui privilégient la croissance économique à long terme plutôt que les gains politiques à court terme.

Dans l'ensemble, le succès du nouveau gouvernement dépendra de sa capacité à gérer efficacement ces défis économiques et politiques, tout en restant attaché à des politiques qui favorisent la croissance économique et le bien-être social à long terme.

Il y a lieu de noter que les défis sus-évoqués pourraient être exacerbés par des tensions politiques entre le gouvernement et l'opposition, surtout en cette année électorale. A ce titre, il serait judicieux pour le gouvernement d'engager un dialogue constructif avec l'opposition afin de promouvoir la stabilité politique et le développement économique.



En conclusion, la RDC est confrontée à plusieurs défis économiques et sociopolitiques qui doivent être relevés de toute urgence. Le gouvernement pourrait adopter des politiques et des mesures visant à promouvoir la stabilité économique, la consolidation de la paix

et la stabilité politique afin d'améliorer la situation socio-économique du pays. En outre, le gouvernement pourrait solliciter le soutien des organisations internationales pour mettre en œuvre ces politiques et relever les défis auxquels le pays est confronté.

# DIFFERENTES PUBLICATIONS DE CONGO CHALLENGE

## 1. REVUE CONGO CHALLENGE (LE SEMESTRIEL)

Le Semestriel (Revue Congo Challenge) est un périodique scientifique complètement désintéressé, publié chaque semestre, avec pour objectif principal de promouvoir des études scientifiques visant à contribuer à l'avancement des connaissances en sciences économiques et à offrir aux opérateurs économiques ainsi qu'aux décideurs politiques, un ensemble des recettes susceptibles d'éclairer leur prise de décision ou de justifier suivant une base scientifique avérée leur prise de décision.



## 2. BULLETIN QUADRIMESTRIEL

La présente publication paraît chaque trimestre et offre un aperçu général et précis sur les évolutions économique et politique au niveau national, régional et mondial. Il permet au lecteur d'ajuster ses prévisions en fonction des évolutions observées ou de faire des anticipations tenant compte du paquet d'informations disponibles.

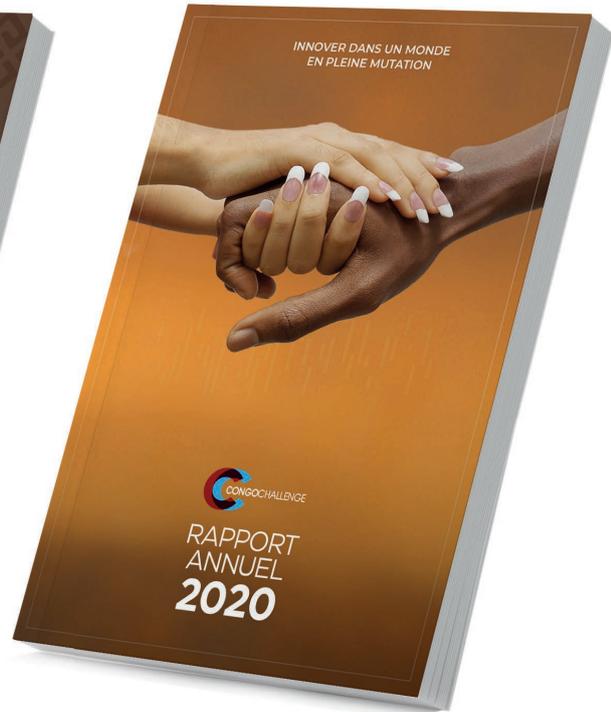


### 3. LE MENSUEL

La présente publication paraît chaque mois, elle offre un aperçu factuel des indicateurs économiques et présente les faits saillants ayant caractérisé la situation politique mensuelle du pays.



## 4. RAPPORTS ANNUELS



## **MODULES D'INTERVENTION DE CONGO CHALLENGE**

1. Formation
2. Assistance
3. Conseil
4. Lobbying
5. Réalisation des études
6. Organisation des conférences
7. Appui au management de qualité
8. Appui à la conception des programmes économiques du gouvernement
9. Appui aux politiques de mobilisation des recettes publiques
10. Appui stratégique aux gouvernements dans le suivi-évaluation des programmes économiques
11. Contrôle-qualité des travaux

## **LES VALEURS DE CONGO CHALLENGE**

Congo Challenge croit aux valeurs cardinales dont il se veut le véhicule.  
Ces valeurs reposent sur :

- L'abnégation ;
- Le sacrifice ;
- Le travail acharné.

Aussi, les ambitions du Think tank sont traduites à travers trois vertus  
que sont :

- L'éthique ;
- La morale ;
- La bonne gouvernance.

## **Comment tenir en laisse une bande de « nègres » ?**

Tu isolas les plus vaillants en les diabolisant et tu promeus les plus médiocres en leur octroyant des privilèges indus. Conscient de cette escroquerie, ces derniers seront encore plus agressifs envers les premiers pour préserver leurs privilèges.

**Dixit Machiavel**

ÉVOLUTION DE LA SITUATION  
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Mensuel Numéro 71

Publié en Avril 2023

Avril 2023. Copyright©CongoChallenge2023  
364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyo ya Sita, 5ème étage, local 501,  
Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003

[www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd](http://www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd)